

lutte ouvrière

**Les
Ducon-la-joie
et les
Dupont-lafleur
de Nouméa**

P.3

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 885 - 18 mai 1985 - prix : 6 F

Fête

lutte ouvrière

**Ligue
Communiste
Révolutionnaire**

**TOUS
à**

PRESLES (Val d'Oise)

les 25 - 26 - 27 mai

sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- Espagne : les socialistes arrosent les patrons, les travailleurs trinquent.
- Italie : le recul du PCI.

Page 20 :

- Afrique du Sud la répression peut décourager, mais elle peut aussi faire surgir de nouveaux combattants.
- Nigeria : la barbarie capitaliste n'a pas de frontières.

En France

Pages 4 et 5 :

- Marchais : rebelote, tous aux urnes !
- Ils ont été ministres, trois ans.
- Festival anti-galère : avec le PC à la barre, on n'a pas fini de ramer.

Page 6 :

- Le tribunal de Paris et l'UFC : c'est l'amour vache.
- Les mousquetaires de la distribution... des coups.

Page 7 :

- Antilles : peines alourdies pour des indépendantistes.
- Comité directeur du PS : quand on n'a rien à dire...

Page 13 :

- Coordination nationale des « radios » : tous à Paris le 29 mai !

Pages 14 et 15 :

- La journée du 10 mai chez Renault.
- Situation inquiétante à RVI Limoges.
- L'interim... en permanence.

Fête L.O.-L.C.R.

Pages 9 à 12 :

- Le plan et le programme de la fête.

Loisirs

Pages 16 et 17 :

- Victor Hugo : un grand écrivain bourgeois, populaire.

Pages 18 et 19 :

- Livre : *Premiers éveils de l'homme* de L.R. Nougier.
- Films : *Mojado Power* ; *Liberté, égalité, choucroute*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Grande-Bretagne

Le dieu pognon



Un stade de bois. Des banquettes de plastique. Des issues de secours verrouillées contre les resquilleurs. 10 000 spectateurs, dont des vieux, des femmes, des enfants. Une étincelle. Un brasier. Plus de 53 morts brûlés vifs et 200 pas encore morts, mais pour la plupart marqués à vie. Tout cela pour le dieu Pognon. Parce que le sport, dans notre société, c'est du fric. Parce que les muscles, ça se vend. Ça s'achète. Ça s'échange comme à la foire.

Cela, pour remplir des stades moyennant finances. Pour les inonder de publicité, ultra-moderne celle-là. Pour refaire encore un peu de fric, puisqu'il y a du monde pour la regarder.

Les joueurs, pour quelques hyper-vedettes très bien payées, la plupart du temps c'est avec des promesses, des faux espoirs et des illusions qu'ils se défont.

Alors, c'est rentable. La sécurité, pas question. C'est trop cher. Cela risque de diminuer les recettes.

C'est en Angleterre, mais cela pourrait bien être n'importe où. Où il y a des pauvres. Où il y a du cirque. Mais au moins, chez ces esclavagistes de Romains, il était gratuit, le cirque.

Aujourd'hui, grâce à la société mercantile qui est la nôtre, on paie. Pour mourir brûlé vif.

Le vrai coupable c'est le profit, mais les accusés ce sont les jeunes.

« Je trouverai les vrais coupables », a promis solennellement Margaret Thatcher à la télévision, au lendemain de l'incendie de Bradford. Et c'est son ministre de l'Intérieur, Leon Brittan, qui les a aussitôt désignés du doigt à la vindicte publique.

Et ces vrais coupables, ce n'est pas l'administrateur du club de Bradford qui, après avoir reçu un rapport alarmant des pompiers il y a six mois sur la sécurité dans son stade, a choisi d'attendre la mort-saison pour commencer les travaux. Ce ne sont pas non plus les autorités locales de la ville, qui ont choisi de fermer les yeux plutôt que de fermer le stade. Ce ne sont pas enfin les dirigeants de l'Etat, qui reconnaissent aujourd'hui qu'il existe dans le pays au moins quarante stades aussi vétustes que celui de Bradford, qui le savaient depuis longtemps, et qui se sont contentés d'empocher imperturbablement les 5,4 milliards de francs que le football rapporte chaque année à l'Etat britannique.

Non, les « vrais coupables », selon le gouvernement Thatcher, ce sont tout simplement les jeunes, des « jeunes vandales ». Selon la police, des tas de gens bien intentionnés les auraient vus en train d'allumer eux-mêmes l'incendie, avec des allumettes selon certains, avec des grenades fumigènes, voire avec des... explosifs, selon d'autres.

Ces « jeunes vandales » qui, depuis quelques années, depuis que la crise a multiplié le nombre des jeunes chômeurs dans les villes ouvrières, chaque week-end, s'affrontent violemment entre eux, et surtout au bout du compte avec la police, à l'occasion des matches de foot.

D'ailleurs n'est-ce pas pendant l'une de ces bagarres que s'est effondré, le même jour, un pan du mur d'enceinte de l'un des stades de Birmingham, causant la mort d'un jeune spectateur ? Il n'y a pas eu bagarre à Bradford ; la plupart

des victimes étaient elles-mêmes des jeunes, mais c'est bien plus commode de les accuser, eux, que d'accuser le profit !

Alors, pour la sécurité, on va désigner des commissions d'enquête, nommer des experts. Les professionnels du foot pourraient même bénéficier au passage d'allègements fiscaux. Mais les changements dans les stades, il faudra sans doute les attendre encore longtemps !

En revanche, pour ce qui est des « jeunes vandales », les choses doivent aller vite. Déjà Leon Brittan réclame contre eux des pouvoirs plus étendus pour la police. Il tient à profiter de l'occasion pour montrer aux sceptiques qu'il y va de la sécurité de tous.

D'autant que, coup sur coup, des manifestations viennent d'avoir lieu, à Londres notamment, pour dénoncer les brutalités de la police contre les jeunes et son racisme en particulier contre ceux de couleur. Il y a à peine quinze jours, des dizaines de milliers de jeunes, élèves des écoles secondaires et chômeurs, manifestaient dans tout le pays contre les projets visant à rendre obligatoires les YTS, ces emplois pro-

visaires au rabais destinés aux jeunes chômeurs, qui permettent aux patrons de se payer une main-d'œuvre à 1300 F par mois !

Ces jeunes-là, ceux des villes ouvrières, le gouvernement Thatcher a déjà eu affaire à eux, à leur colère et leur révolte lors des émeutes de l'été 1981, quand ils avaient affronté la police et mis à sac les magasins riches de nombreuses villes.

Les jeunes des villes ouvrières, qui comptent plus de la moitié de chômeurs, représentent un formidable potentiel de révolte dans le pays. Ils n'ont ni le respect pour le système, ni les illusions de leurs aînés, et ils ont en plus le dynamisme. A ces jeunes, en Grande-Bretagne comme en France, la bourgeoisie n'a pas d'autre horizon, pas d'autre avenir à proposer que celui du chômage et de la surexploitation.

Alors, toutes les occasions sont bonnes pour les charognards qui dirigent l'Etat pour le compte des riches. Et, à défaut de proposer un avenir aux jeunes de la classe ouvrière, ils s'apprêtent à se servir sans vergogne des 53 morts de Bradford pour leur édifier une prison.

François ROULEAU

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Vive la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Le week-end prochain, les 25, 26 et 27 mai, aura lieu notre fête. Ce rassemblement, depuis plus de dix ans maintenant, est une grande fête populaire, où se retrouvent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. C'est une fête qui a un public fidèle, même s'il se renouvelle ; un public ouvrier qui aime se distraire autant que discuter. Et nous sommes heureux d'avoir pu et su maintenir cette tradition de fête populaire et politique, sous le drapeau de l'extrême-gauche. Car notre fête est le grand rassemblement, annuel, de l'extrême-gauche.

Cette année, comme à deux reprises déjà dans un passé récent, en 1979 et en 1983, la fête sera la fête commune de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Nous nous en félicitons. Parce que c'est le signe de la vitalité de l'extrême-gauche trotskyste, qui garde et nourrit, par son existence militante, la conviction que la classe ouvrière, et elle seule, détient les clés de la transformation sociale ; qu'elle et elle seule peut être révolutionnaire jusqu'au bout.

C'est à la mode de dire le prolétariat périmé, et le marxisme avec. Et de chercher, depuis Mai 1968 qui a certes bousculé bien des certitudes, renversé bien des tabous, changé pas mal de choses, d'autres voies, d'autres forces pour un changement social. C'est à la mode de se détourner du communisme révolutionnaire prolétarien — sous prétexte que les stalinien ont sali son drapeau — pour chercher d'autres théories ou d'autres « avant-gardes », du côté des nationalistes du Tiers Monde, du côté des « verts » écologistes et apolitiques, ou des diverses tonalités de « roses » sociaux-démocrates qui s'illustrent pourtant, aujourd'hui, par la caution, franche ou honteuse, donnée à une gauche gouvernementale antiouvrière.

Mais nous ne suivons pas les modes passagères. Nous restons « Rouge », comme l'exprime le titre du journal de nos camarades de la LCR ; nous restons « Lutte Ouvrière », comme l'exprime le titre du nôtre, parce que nous fondons toujours notre espoir révolutionnaire sur ce prolétariat, tant de fois enterré.

Mais il vit cependant, même si c'est de plus en plus mal dans cette période de crise, de chômage, d'incertitude et d'anxiété devant la montée de courants xénophobes, de préjugés imbéciles. Et ce prolétariat, il existerait davantage par son organisation et ses luttes s'il ne s'était laissé berné par des Mitterrand, des Mauroy et des Fabius, par des Marchais aussi, qui l'ont trop longtemps tenu au piège de l'électoratisme, du parlementarisme et du gouvernementalisme dit « de gauche ». Une grande partie des illusions ouvrières sont perdues. Mais l'espoir n'est pas retrouvé pour autant. Pas encore.

Mais ça viendra. Parce que, ces « cols blancs » — petits employés, techniciens ou cadres — dont le nombre grandissant aurait prouvé la disparition du prolétariat, ils sont pour beaucoup chômeurs aujourd'hui, « prolétaires » au sens où l'entendait Marx, sans rien d'autre que leurs bras et leur tête, dont les possédants ne veulent plus parce que ça ne leur rapporte plus assez gros. Et il en va de même pour la prétendue « aristocratie » ouvrière des pays riches, les ouvriers de la sidérurgie, des chantiers navals, de l'électronique ou de l'automobile. Chômeurs aussi, pour beaucoup, ou salariés en sursis.

Alors, si la classe ouvrière a quelque peu changé, dans la petite douzaine de pays riches du monde — mais elle est toujours celle du XIX^e siècle en Afrique du Sud, au Brésil ou au Mexique, aux Philippines ou à Singapour —, le capitalisme, lui, l'esclavage salarié est toujours là. Et si quelque chose est décidément démodé aujourd'hui, c'est bien ce système d'exploitation. C'est bien la médiocrité, la misère ou la faim, l'oppression et les menaces de guerre qu'il engendre. Si quelque chose est franchement rétrograde et périmé aussi, c'est bien aussi le vieux fatras de phantasmes réformistes et anticommunistes.

Alors notre fête, à nouveau, comme depuis quatorze ans, rassemblera les travailleurs et les jeunes qui gardent l'espoir révolutionnaire prolétarien ; qui conservent la fibre subversive. Ils sont des milliers dans ce pays ; et des centaines de milliers dans le monde.

Notre fête est et veut être le rassemblement de tous ceux-là, venus de tous les pays, représentant des courants révolutionnaires divers. Ce sera la fête, une fois de plus, de la libre confrontation des idées. Ce sera la fête, dans ce climat de montée du racisme, de l'intelligence internationaliste.

Comme toujours, évidemment, la fête, populaire, conservera leur place aux spectacles, aux divertissements, aux frites et aux merguez ; à la fraternité dans un cadre champêtre et décontracté. Il y a un temps pour tout. Mais ce sera aussi et surtout la fête de l'espoir révolutionnaire, de la jeunesse révolutionnaire, celle du cœur comme celle des artères.

La classe ouvrière et la jeunesse ne comptent pas seulement des déçus du socialisme officiel, et encore moins des adeptes ou nostalgiques d'une droite ventripotente ou plus musclée. Et ceux qui comptent pour l'avenir, ce ne sont pas ceux qui sont revenus de tout, parce que partis pour rien. Il existe aussi un courant d'extrême-gauche. Minoritaire, certes. Mais vivace, coriace, dynamique, comme le rassemblement du week-end prochain le confirmera. Et fort, si ce n'est du nombre, du moins de la certitude d'avoir l'avenir devant soi, et pas derrière.

Arlette LAGUILLER

Aux Ducon-Lajoie et aux Dupont-Lafleur de Nouméa

A Nouméa, des extrémistes de droite ont jeté un paquet de dynamite dans la cour d'un lycée confessionnel, qui est le seul à préparer les jeunes Mélanésiens au baccalauréat.

Voilà un geste qui rappellera peut-être quelque chose à ceux qui étaient en âge de lire les journaux et d'écouter la radio en 1961-62. Souvenons-nous de ces meurtres d'Algériens dans les rues, au hasard, à Alger, à Oran, à la veille de l'indépendance de l'Algérie.

C'étaient des gestes aussi cruels qu'inutiles du point de vue de l'indépendance. Elle était en route et inéluctable. Mais ce que voulaient les extrémistes de l'OAS de l'époque, c'est qu'il y ait un fossé de sang entre la communauté des petits Blancs, les pieds-noirs qui n'exploitaient personne, et la population algérienne.

Ils voulaient, ces extrémistes d'alors, qu'aucun pied-noir ne puisse rester et vivre en Algérie sans craindre d'avoir à subir le contrecoup de la haine que les meurtres de l'OAS suscitaient.

La bombe dans le lycée de Nouméa rappelle cela. Et ces petits Blancs caldoches qui se sont livrés à des pogroms anti-mélanésiens, le 8 mai, sont à la fois les artisans et les victimes de cette politique. Ils défendent de misérables petits privilèges. Et ils vont perdre énormément. Comme les pieds-noirs ont perdu.

Ceux qui ont exploité vraiment la Nouvelle-Calédonie, ceux qui ont tiré le principal profit des grandes propriétés agricoles au temps où l'élevage rapportait, ceux qui ont tiré profit du nickel, ceux qui ont tiré profit du monopole du commerce, cela fait bien longtemps que leurs intérêts sont protégés et au sec dans des banques suisses ou américaines, via l'Australie.

Ceux-là tirent les ficelles, mènent la danse, appointent les nervis de l'extrême-droite d'aujourd'hui. Ceux-là ont simplement des visées politiques en métropole. Ceux-là se disent simplement que, si quelques dizaines de milliers de Caldoches sont forcés, d'ici un an, deux ans ou trois ans, de revenir en France — parce que de toute façon l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie se fera —, eh bien, cela serait très bien s'ils revenaient aigris, revanchards, hostiles à la gauche et à la classe ouvrière française, qui est justement composée en grande partie d'immigrés.

Et quel renfort cela pourrait être pour le parti de Le Pen ! Et quelles troupes de choc cela serait, sur la droite même de Le Pen, peut-être encore trop parlementariste et trop timoré aux yeux de certains ! De ceux qui, par exemple, défilaient le 12 mai, dans la manifestation de Le Pen devant la statue de Jeanne d'Arc à Paris, avec pour banderole : « Les amis de Barbie ».

Ces gens, qui se prétendent modernes, novateurs, ont comme symbole l'homme de la Gestapo d'il y a plus de 40 ans. Mais la Gestapo au pouvoir, ici à Paris, c'est peut-être ce à quoi ils rêvent en jetant des bombes là-bas, aux antipodes, à Nouméa, capitale de la Nouvelle-Calédonie.

Ces gens-là sont à craindre pour les travailleurs de France. Ils sont à craindre surtout si nous comptons sur un gouvernement qui se dit socialiste pour nous protéger d'eux. Aucun gouvernement, ni de droite ni de gauche, ne nous protégera d'eux.

Mais rappelons-nous, nous les dix millions de travailleurs, dont plusieurs millions de travailleurs immigrés : c'est nous qui sommes les plus forts. Il suffit que nous le voulions et que nous sachions reprendre de la même façon qu'on nous attaque.

Editorial des bulletins d'entreprise.

Après Bouchardeau, qui a changé d'environnement...

Lors d'une conférence de presse, le secrétaire national du PSU a évoqué « la crise profonde » de son parti. En 1984, un tiers des adhérents du PSU, soit quelque 700 personnes, auraient démissionné ou n'auraient pas repris leur carte. Le départ d'Huguette Bouchardeau, qui a quitté le PSU mais pas le gouvernement, a marqué. Un ex-porte-parole du PSU, Jacques Salvator, vient de partir aussi pour passer, lui, au Parti Socialiste, avec quelques autres.

La direction du PSU a tout récemment adressé une lettre au Parti Socialiste, pour protester contre « le comportement hégémonique de la direction » du PS, qui « se refuse à prendre en compte le pluralisme de la gauche ». La direction du Parti Socialiste évite toute discussion avec le PSU. Et la direction du PSU, apparemment dépitée, va donc s'attacher à définir « une alternative crédible à la politique du Parti Socialiste », mais — et la précision a son importance politique — sans tomber dans « la stratégie d'affrontement avec le gouvernement, comme le PCF ou l'extrême-gauche ».

Qu'est-ce à dire ? Que si un siège quelconque de ministre ou secrétaire d'Etat était proposé à un membre du PSU, la direction de ce parti serait preneuse ?

Si c'est le sens de la formule — c'est une interprétation possible — on peut se demander jusqu'à quand la direction du PSU utilisera le dévouement de ses militants comme rampe de lancement pour politiciens carriéristes.

Ils étaient pourtant en droit, ces militants, d'espérer autre chose que de servir à la mise sur orbite de Bouchardeau sur son strapontin, Rocard sur son fauteuil et, bien avant déjà, Savary, Hernu, Bérégovoy, et tous ceux qu'on oublie !

PCF : Ils ont été ministres, trois ans

Aujourd'hui, le PCF fait comme s'il n'avait pas, pendant trois ans, participé à la politique d'austérité. Et pourtant, de juin 1981 à juillet 1984, il a pleinement joué son rôle de parti de gouvernement.

Bien sûr, de-ci, de-là, les dirigeants du PCF ont fait sentir qu'ils avaient quelques réserves à faire, voire des désaccords avec le PS. Ils ont organisé des luttes limitées (sur les 35 heures ou à Citroën, par exemple, sur les libertés). Mais ils se sont d'abord montrés responsables vis-à-vis de la bourgeoisie, prenant délibérément le risque de perdre de l'influence en assumant une politique impopulaire.

Au début, c'est la béatitude. Charles Fiterman, promu ministre d'Etat, ne le cache pas : pour lui, devenir ministre, c'est « un peu comme quand on devient père de famille ». Et manifestement, le ministre des Transports s'habitue très vite à sa « paternité ». En octobre 1981, il qualifie de « provocateurs » et menace les grévistes d'Air-France et de la SNCF qui se battent pour leurs salaires. Il se déclare même prêt à recourir à la force. Anicet Le Pors donne, lui, le coup d'envoi du blocage des salaires dans la fonction publique. Le PCF ne cessera ainsi, pendant trois ans, de démontrer à la bourgeoisie sa fidélité absolue à la règle de solidarité gouvernementale.

Vis-à-vis des travailleurs, les dirigeants du PCF ont ensuite besoin d'imagination pour justifier leur présence au gouvernement. Car si les premières mesures, comme le SMIC ou les Allocations familiales, leur permettent d'affirmer que l'on « va dans le bon sens », si les ministres ont été applaudis à la fête de L'Huma, dès novembre 1981 le temps se gâte et il faut avaler — et faire avaler — l'augmentation de 1 % des cotisations de la Sécurité sociale.

Heureusement, en février 1982, le PCF peut se mettre autre chose sous la dent : les nationalisations. Le 21 février, L'Humanité-Dimanche exulte : « C'est parti ! », « Les nationalisations vont permettre d'échapper à la logique du profit », de « modifier en profondeur le paysage économique et social de la France » et même... « d'assurer l'essor du pouvoir d'achat ».

Mais le sourire va vite tourner à la grimace, avec les mesures de l'été 1982. Le 13 juin 1982 en effet, Delors annonce le blocage des salaires. La première réaction du PCF, par la bouche d'Herzog le 14, est très mesurée. « Nous pensons qu'il faut étudier de près encore les mesures d'accompagnement. Par exemple, le blocage des prix et des revenus ne doit pas se traduire par une baisse du pouvoir d'achat pour les salariés », explique docement l'économiste du PC.

Le 22, à Ajaccio, Marchais se fait plus net : « Nous ne pouvons en aucun cas approuver une loi tendant à bloquer les

salaires », proclame-t-il. Mais, à la question sur le vote des députés, Marchais répond : « La confiance ? Evidemment nous la voterons ! ». Et effectivement, les députés du PCF la votent, comme un seul homme.

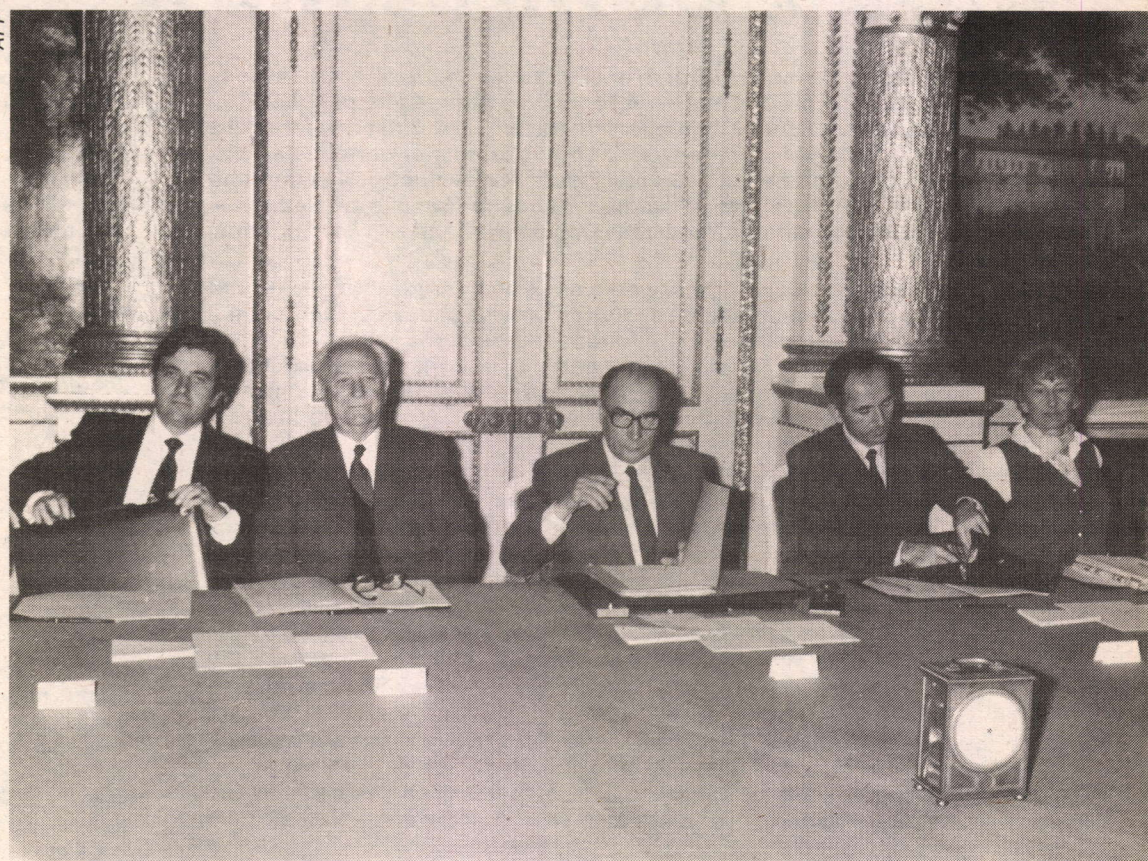
Le 5 septembre 1982, au Club de la Presse d'Europe 1, Mauroy annonce que la rigueur devra durer 18 mois encore au moins et que c'en est fini de l'indexation des salaires sur les prix. Le PCF répond par une campagne de diversion. Le 6, L'Humanité titre à la Une : « Gagnons la bataille de la production et de l'emploi ». A la fête de L'Humanité, quelques jours plus tard, Herzog rappelle le « Retrouvez vos manches » de Thorez à la Libération et appelle à son tour les travailleurs à s'engager « corps à corps dans le renouveau de l'économie nationale ».

Au fil des semaines, les dirigeants communistes alternent les déclarations franchement pro-gouvernementales et les réserves, à destination des militants. « Des progrès ont été réalisés » constate Marchais en octobre devant le Comité central, « mais, comme on dit, il n'y a rien de trop », etc.

Début 1983, la campagne des municipales est l'occasion de faire à nouveau plus clairement allégeance : « Avec la gauche, on y gagne », explique Marchais à la Mutualité. Et après les résultats — mauvais — le 9 mars, Marchais précise sur Europe 1 : « La gauche doit beaucoup mieux expliquer sa politique. Nous avons une bonne marchandise, mais nous la vendons mal ».

Au lendemain des municipales, un nouveau gouvernement est formé. Le PCF conserve la même place : 4 ministres. Quelques semaines après, début avril 1983, le gouvernement annonce son deuxième plan d'austérité (emprunt forcé, forfait hospitalier, etc.). « Je ne saurais cacher un peu d'inquiétude, fait d'abord timidement observer Marchais. Je pense que l'on peut demander plus aux fortunes... » « Et dans ces conditions, on pourrait peut-être avoir un prélèvement moins important au niveau des familles », remarque poliment Herzog. L'indignation qui a saisi bien des militants du PC et bien des travailleurs n'étrangle pas la direction du Parti Communiste.

Pourtant, quelques jours



Quand Fiterman, Rigout, Le Pors et Ralite participaient au gouvernement de Mitterrand et en étaient fiers.

plus tard, Marchais, de retour de Grèce, hausse le ton : « Je n'avale pas facilement des couleuvres » explique-t-il. Et Lajoinie le relaie en précisant que « le groupe communiste n'est pas un groupe de godillots ». Le PCF propose des amendements aux projets du gouvernement et, jusqu'au dernier moment, il va menacer, si les amendements ne sont pas pris en compte... de faire un malheur. Mais le 11 avril, les députés communistes s'inclinent : une fois encore, ils votent au gouvernement les pouvoirs spéciaux (le droit de décider par ordonnances). Le PC donne ainsi carte blanche pour l'austérité.

Les semaines qui suivent voient alterner les déclarations contradictoires. La direction a bien senti le flottement de sa base. Le 15 mai, Marchais émet ainsi quelques réserves sur le plan de rigueur. Mais à la fête de L'Huma, en septembre, le même Marchais déclare : « Le bilan est positif : chômage stoppé, inflation en baisse, droits nouveaux des travailleurs » etc. Oubliée la rancoeur ; vive la rigueur !

Octobre 1983, le PC vote le budget 1984, un « budget de courage » selon Mitterrand. Pourtant, début novembre, un « couac » : Georges Valbon craque. Le président communiste des Charbonnages de France ne veut plus rester au charbon, il démissionne de son poste. Le 20 novembre, Marchais déclare, très serein : « Il n'y a pas de divergences entre les positions du gouvernement, celles définies par l'accord de 1981 et les nôtres à propos de la Pologne. Il en est de même à propos du Liban. Il en est de même à propos du Tchad. Il en

est de même à propos de Grèce. Tout est parfaitement clair ». C'est clair, en effet.

Décembre 1983, le gouvernement autorise 1 900 licenciements chez Talbot et envoie les CRS contre les travailleurs. Après la reprise du travail, Jean Poperen, n° 2 du PS, déclare qu'il a un peu « craint » au début. Maintenant il a confiance : « Les responsables communistes entendent assurer avec nous l'application de la politique gouvernementale », souligne-t-il le 7 janvier.

Trois semaines plus tard, comme pour faire oublier la politique de la CGT qui a poussé à la reprise chez Talbot, Marchais déclare qu'il ne faut pas de licenciement, « pas un chômeur de plus ».

Mais le 2 avril 1984, alors que Mitterrand vient d'annoncer le « plan acier » qui prévoit 25 000 ou 27 000 licenciements dans la sidérurgie, Marchais, après avoir dit, tout de même, que le plan était « mauvais » précise qu'il ne rompt pas pour autant le soutien au gouvernement : « Quels événements sont intervenus depuis trois ans, pour que nous renoncions à cet accord (de 1981 ?) » demande-t-il à l'Heure de Vérité sur Antenne 2. « Il n'y en a aucun ». Mitterrand fronce tout de même les sourcils : Marchais n'a pas dit grand-chose, mais il faut « mettre les choses au net » avec le PC. Le 9 avril Lajoinie se rend chez Mauroy et en sort ravi : « La rencontre a été extrêmement amicale, franche et positive », selon le leader du PC. Les sidérurgistes, eux, marchent sur Paris le 13. Surprise : sur le trottoir, Marchais est là. Il précisera alors qu'il s'agit pour lui d'une « démarche constructive », « pas à caractère d'hostilité au gouverne-

ment ». Les manifestants, eux, défilent avec une banderole plus explicite : « Mitterrand vendu au capital ».

Juin, les Européennes apportant le résultat que l'on sait, le PC perd presque la moitié de son électoralat par rapport à 1979. Le 19 juillet, il refuse de participer au nouveau gouvernement Fabius. Au fil des semaines, le ton va se faire de plus en plus critique. Le 17 novembre 1984 le PC... vote des deux mains le budget militaire 1985. En réserve du gouvernement ?

Frédéric FERRIERES

Le PCF et la bombe à neutrons

1980. Louis Baillot : « A propos de la bombe à neutrons, les communistes rappellent leur opposition totale à l'arme ».

14 août 1981. Révolution parle encore de l'« horreur neutronique ».

Septembre : A la fête de L'Humanité, le PCF fait signer une pétition contre la bombe à neutrons... de Reagan.

20 septembre, au Club de la Presse, Marchais déclare : « On peut admettre que les recherches sur la bombe à neutrons, entamées sous le précédent septennat, doivent se poursuivre. — Et si le gouvernement décide de la construire ? — Nous verrons ».

28 février 1983. Hernu annonce à l'hebdomadaire allemand le Spiegel que la France fabrique la bombe à neutrons. L'Humanité donne l'information en 4 lignes dans un tout petit entre-filet et ne fait pas de commentaire.

Marchais : rebelote, tous aux urnes !

Georges Marchais signait un long article de *L'Humanité*, le mercredi 15 mai. Article destiné tant aux militants, sympathisants et travailleurs qui font confiance aux dirigeants du Parti Communiste, qu'aux hommes politiques socialistes, amis d'hier, adversaires d'aujourd'hui mais, peut-être, à nouveau amis de demain, voire... futurs collègues dans un nouveau gouvernement. C'est une chimère, certainement, mais la direction du Parti Communiste n'a rien à offrir d'autre à la classe ouvrière.

Par-delà le ton radical adopté depuis la sortie du gouvernement ; par-delà les appels à la lutte, au renforcement de la force ouvrière dans les entreprises et les quartiers ; par-delà cette stratégie du « rassemblement majoritaire populaire » qui prétend faire fi de la politique politicienne, des jeux parlementaires ou gouvernementaux, les dirigeants du Parti Communiste, comme ceux du Parti Socialiste, comme ceux des différents partis de la droite ou de l'extrême-droite, ont les yeux braqués sur l'horizon « législatives 1986 ». Marchais met à son tour les points sur les « i » : objectif élections 86, en avant toute !

« A leur 25^e congrès, tirant

toutes les leçons du passé, les communistes ont décidé de proposer une perspective nouvelle », écrit Marchais, « construire dans la lutte un nouveau rassemblement... ». Mais, insiste-t-il aujourd'hui, « est-ce que cet objectif fondamental de notre action ignore la question du pouvoir politique ? » Non, répond-il évidemment. Et par « question du pouvoir politique », Marchais n'entend pas la prise du pouvoir par le prolétariat, par la voie révolutionnaire. Evidemment non. Alors il entend, comme depuis toujours pour lui, depuis des décennies pour le PC et malgré l'impasse caractérisée de cette voie, la récolte du maximum de voix et de sièges aux

élections législatives et, ensuite, la conquête — mais on pourrait plutôt dire la quête auprès des socialistes — de quelques postes de ministres.

Si l'article de Marchais a un sens, c'est celui-là, et celui-là seul. « Il y a deux solutions possibles » pour le Parti Socialiste, dit-il « Première solution : gouverner avec la droite », ou ne pas gouverner du tout pendant un certain temps ou un temps certain... « Deuxième solution : gouverner avec notre parti, ou grâce à son soutien... » Après trois ans d'une expérience de participation gouvernementale dont les dirigeants du PC ont pourtant fait le procès, eux-mêmes, à l'usage de leurs militants, sympathisants et électeurs, c'est cette même perspective, cette même façon de résoudre la « question du pouvoir politique » que Marchais propose à nouveau. Une nouvelle expérience du genre pourrait-elle être plus concluante ? Dans quelles conditions ? Comment ?

Aux militants à l'optimisme

le plus béat de se trouver des raisons de croire. Marchais, lui, ne se donne pas la peine d'argumenter. Il manque même d'imagination.

Mais les dirigeants du Parti Communiste, légaliste, gouvernemental — en strapontins quelquefois, ou généralement en rêve — et aussi respectueux des institutions de la bourgeoisie que les travailleurs en sont prisonniers, n'ont pas d'autre politique. Pour eux, s'entend. Si le Parti Socialiste en a deux, si ce n'est davantage, eux n'en ont qu'une : l'alliance avec les socialistes pour s'introduire derrière eux, en petite délégation, à l'hôtel Matignon, ou seulement les accompagner à la porte, si le nombre de voix qu'ils peuvent récupérer suffit encore à maintenir les Fabius, Bérégovoy, Chevènement ou d'autres dans la place après 1986.

Finalement, la politique de Marchais se résume à un « remettez-nous ça, la patronne ». Une deuxième tournée, en préparation, payée encore une fois par les travailleurs.

Aux travailleurs, aux mili-

tants ou électeurs de son propre parti, qui viennent de faire la douloureuse expérience de la politique antiouvrière d'un gouvernement que le Parti Communiste avait pourtant présenté comme l'espoir et la chance, Marchais affirme qu'ils pourraient encore attendre quelque chose de ces élections de 1986, de chiffons de papier qui, lorsqu'ils n'entrent pas le gouvernement d'hommes de droite, entrent celui d'hommes de gauche qu'on a peine à distinguer des premiers.

Evidemment, les travailleurs ne seront pas mieux servis — leurs intérêts ne seront pas moins lésés — si la droite l'emporte sur la gauche. Mais peut-être en ont-ils assez de ce cercle vicieux. Peut-être en ont-ils assez de choix qui consistent à opter, entre deux maux, pour celui qui est estimé le moindre. Peut-être la classe ouvrière pourrait-elle vivre, non pas des phantasmes des politiciens réformistes qui les grugent, mais d'espoirs à elle, de vrais. Et il n'en est pas d'autres qu'un bouleversement social, révolutionnaire.

Michelle VERDIER

FESTIVAL ANTI-GALERE : avec le PC à la barre, on n'a pas fini de ramer

Plusieurs milliers de jeunes ont participé au festival de la Jeunesse Communiste, les 11 et 12 mai à Bobigny. Des dizaines de stands — de nourriture ou politiques — tenus par des jeunes, « encadrés » de moins jeunes, accueillent un public d'habitues. La plupart des fédérations étaient jumelées avec un pays ami, Nicaragua, Hongrie, etc. Les stands affichaient : « Des emplois, pas des missiles », Reagan « touche pas à nos étoiles », des banderoles appelaient à en faire « voir de toutes les couleurs à Le Pen ».

Les discussions devant les stands ou dans les allées n'étaient pas très nombreuses. Par contre, le « Tribunal des jeunes » a réuni, samedi et dimanche après-midi, deux à trois cents jeunes — ouvriers pour la plupart. Ce tribunal à ciel ouvert présentait, dans le box des accusés, des jeunes déguisés jouant le rôle de politiciens, patrons et ministres et, à la barre des témoins, des chômeurs, des jeunes travailleurs, des tucards,

des lycéens et étudiants, qui se succédèrent pour dénoncer le chômage, les conditions de travail, l'enseignement, le racisme, ou encore pour témoigner d'injustices dont ils avaient été victimes.

Le ton politique fut donné par le discours de Georges Marchais, prononcé le dimanche après-midi. Le secrétaire général du Parti Communiste avait sorti le grand jeu pour plaire aux jeunes venus l'écouter sous la pluie. La politique ? lança-t-il, « Du spectacle. Le président de la République connaît le verlan. Jack Lang s'habille sans cravate, Barre parle de Collaro, Léotard se prend pour une vedette du hit-parade !! » Dénonçant « ces technocrates, ces politiciens, ces patrons qui font la loi chez nous », il déclara : « Toute cette propagande, ce conformisme, cette débilité envahissante, toutes ces opérations de séduction des Barre, des Giscard, des Rocard et des Léotard, la ronde des Fabius et des Tristus, tout ce cirque poli-

ticien concocté par des experts en marketing, vous ne le supportez plus. Vous voulez du neuf. »

S'appuyant sur des citations de Marx, qu'il semblait avoir redécouvert pour la circonstance, et paraphrasant les paroles d'une chanson du groupe de rock Téléphone, il a ajouté : « Vous voulez, vous réclamez une autre vie, un autre monde ».

Mais qu'est-ce que Georges Marchais avait à proposer à tous ces jeunes qui rêvaient d'un autre monde, d'une société débarrassée de la misère, de la faim et des bombes ? Il leur a parlé de la modernisation de la France, d'une relance des productions, de l'économie, pour créer des emplois et des richesses nouvelles, et d'une allocation de 40 F par jour pour les chômeurs... Et dans la fête, il y avait... des urnes. Une urne pour voter pour « La paix et le désarmement », une autre pour y déposer des lettres adressées aux présidents des trois chaînes de télévision pour que soit réalisée et diffusée



l'émission « La paix en face ».

Georges Marchais a attaqué tous ceux qui veulent avoir des « jeunes sans cervelle, sans idéal, sans espoir ». Les Jeunes

Communistes en ont plein la tête. Mais avec la politique du Parti Communiste, la galère ne voguera pas bien loin.

Annick MORIZET

Le tribunal de Paris et l'U.F.C., c'est l'amour vache !

Il y a 5 ans, le mensuel *Que Choisir ?* avait lancé un appel au boycott de la viande de veau qui avait été largement suivi. Les consommateurs avaient montré qu'ils étaient sensibles au fait que la viande qu'ils trouvaient dans leurs assiettes tenait plus de la pharmacie que du miracle de la nature. D'ailleurs, de l'aveu même de la Fédération Nationale Bovine, la consommation de veau a mis plusieurs années avant de retrouver son niveau antérieur (7 kg par an et par personne). Il faut dire que les campagnes de l'Union Fédérale des Consommateurs avaient mis en évidence non seulement le caractère industriel de l'élevage des veaux « en batterie », mais aussi l'utilisation de produits

interdits comme le DES (hormone artificielle) cancérogène.

Or, depuis décembre 1984, 6 produits à base d'hormones dites « naturelles » (progestérone, oestradiol et testostérone) sont autorisés par la loi Rocard pour engraisser les veaux. Résultat : dans ces « usines à escalopes », le poids d'un veau atteint 180 kg en 3 mois alors que, s'il galopait dans les prés en tétant sa mère, il lui en faudrait 7 avant d'être envoyé à l'abattoir. Bien sûr, la loi prévoit certaines conditions de contrôle vétérinaire, mais l'UFC les juge insuffisantes.

D'ailleurs, pas plus tard qu'en mars et avril 1985, plusieurs trafics portant sur des milliers de flacons d'hormones

interdites ont été découverts. Aussi, en février de cette année, *Que Choisir ?* publiait un article intitulé *Le veau aux hormones est revenu, n'en mangez plus*.

Aussitôt plusieurs groupements de producteurs agricoles attaquaient l'UFC — les intérêts mis en jeu sont considérables (et pas seulement pour les éleveurs : un groupe comme Roussel-Uclaf récolte des millions en commercialisant un anabolisant, le trembolone, utilisé pour les veaux) — en demandant aux tribunaux de déclarer illicite le boycott.

Eh bien, le tribunal de Paris a en effet décidé, par une procédure d'urgence, d'interdire à l'UFC son appel au boycott. Et il l'a fait en arguant du caractère violent, préjudiciable et donc illégal du boycott. Comme le fait remarquer l'UFC, un boycott, pour être licite, ne devrait alors gêner personne !

Bien entendu, l'organisation de consommateurs fait appel de cette décision. En attendant, réjouissons-nous : le tribunal de Paris n'a pas encore décidé la consommation obligatoire de l'escalope hormonée.

André CASTILLE



Cela ne baigne pas dans les saintes huiles

Décidément, les choses ne sont plus ce qu'elles étaient et le cirque papal ne fait plus recette. Jean Paul II a eu la mauvaise idée de faire une tournée aux Pays-Bas, espérant sans doute réchauffer la foi vaticane des catholiques néerlandais.

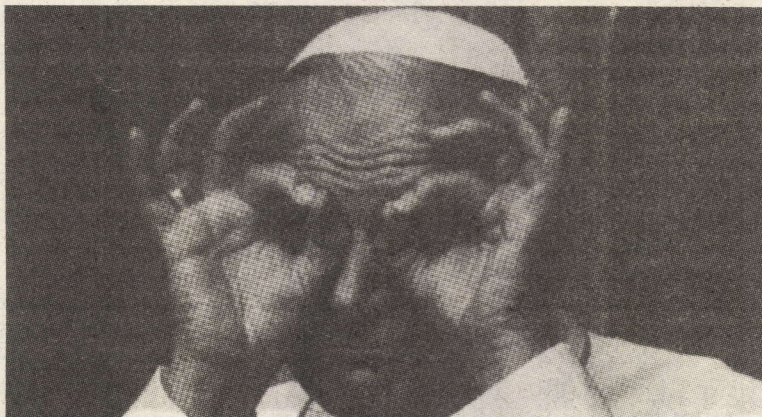
Et c'est le contraire qui se produit. Avant l'arrivée du pape

des affiches mettaient sa tête à prix (15 000 florins, manifestement le cours du Vatican n'est pas indexé sur le dollar). Et, une fois arrivé, le bide ! Les foules de fidèles font défaut et seuls les rangs serrés d'argousins peuvent donner l'illusion au pape qu'il ne prêche pas dans le désert. Ailleurs que sur son passage, c'est pourtant animé : meetings d'opposition,

manifestations, pétards, et même des slogans écrits sur des ballons qui réclament un pape avec de grandes oreilles ou encore plus lapidaire : « Pape go Rome » ou « Le pape : au ciel ».

Il y aurait comme un malaise chez les catholiques hollandais que cela ne serait pas étonnant. Ils veulent bien rester catholiques, mais ils trouvent le pape trop rétrograde sur tout : l'avortement, le divorce, l'homosexualité, le rôle de la femme, celui de l'Eglise, la politique vis-à-vis du Tiers Monde, du Nicaragua. Bref, ils reprochent au pape d'être de droite et réactionnaire et, pardessus le marché, d'avoir nommé dans leur dos un évêque dont ils n'ont rien à faire.

Alors le pape fut contraint de rester dans son « papemobile » pare-balles et de faire face à l'esprit subversif des ecclésiastiques hollandais qui le traitent comme un faux mage... de Hollande.



Vraiment « rétro », le pape ?

INTERMARCHÉ

Les mousquetaires de la distribution... des coups

Norbert, un jeune garçon de 15 ans, est sorti plutôt amoché de l'Intermarché d'Homécourt, en Meurthe-et-Moselle. Au bout d'une partie de lèche-rayons sympa avec quelques copains, il y aura eu l'hospitalisation d'urgence, avec l'intestin deux fois perforé, l'estomac et le foie tellement abîmés que les chirurgiens réservent leur pronostic.

La version des faits, qui remontent au samedi 11 mai, racontée par les deux copains de Norbert qui se sont fait fouiller dans le bureau du directeur (avec tout le tact et le ménagement que l'on sait être d'usage dans ce genre d'affaires), et celle de Norbert lui-même coïncident en tous points. Ils auraient eu à suivre deux responsables du magasin pour une fouille, se seraient fait vider les poches sans ménagement, et le directeur, énervé de n'avoir rien trouvé — il brandissait un carton de bouteilles de whisky vide et les soupçonnait d'en avoir dérobé une — aurait commencé à les gifler et à leur donner des coups de genou, s'acharnant un peu plus sur Norbert.

Côté autorités du magasin, bien sûr, c'est une autre vision des choses. Un quatrième larron aurait réussi à filer avec une bouteille sous le blouson, et les trois autres, rattrapés, auraient sorti une bombe lacry-

mogène pour se défendre. C'est dans la bousculade qui s'ensuivit que le jeune en question se serait blessé sur le coin d'une table. Pas de chance pour les (petites) crapules, en somme ! Ils n'avaient qu'à pas être là, pas être jeunes, et en groupe !

Mais il y a trop de malchances de ce genre dans les arrières-salles de ces magasins pour que les méthodes de surveillance, tout en muscles et en poils, y soient au-dessus de tout soupçon.

Cela est varié et va de l'intimidation aux coups, en passant par les vexations. Mais, rien qu'en un mois, la presse a rappelé qu'il y avait eu le cas d'une vieille dame près de Nancy, faussement accusée de vol par un vigile, et qui s'était suicidée ; celui de cette jeune femme obligée, par les surveillants d'un centre Leclerc, à soulever ses jupes, et qui a porté plainte ; celui d'une caissière de 20 ans, aux Nouvelles Galeries de Metz, accusée par la direction d'avoir volé 100 F et qui s'est pendue. Tout n'est pas toujours aussi dramatique, sans doute.

Mais, pour un scandale révélé, de combien d'abus de pouvoir et de violences injustifiables — au nom de la protection des bénéfices — ces zorro de la grande surface se rendent-ils coupables ?



Victime d'une « fouille » ?

ROANNE

« Rendez-nous notre pote »



C'est aux cris de « Rendez-nous notre pote », « A bas le racisme », que les lycéens des 4 lycées de Roanne ont protesté contre l'expulsion de Maati Baggari, un jeune étudiant marocain en 2ème année de BTS. Ils étaient 2000 dans la rue, lundi dernier, pour crier leur colère contre la décision du tribunal de Roanne qui avait décidé de ramener aux frontières Maati, à qui on reprochait de ne pas avoir sa carte de séjour en règle. Maati est marié à une jeune française et on lui avait donné l'autorisation de passer son examen.

Dès l'annonce de l'expulsion, ses camarades du lycée Carnot ont fait signer dans tous les lycées des pétitions qui

ont rencontré un très vif succès. La semaine suivante, ils décidaient de faire pression sur la sous-préfecture en manifestant. Ils portaient une motion réclamant le retour de Maati. Au préalable, les lycéens étaient passés à la mairie, avaient réclamé le soutien du maire, Jean Auroux, qui avait accepté de les suivre.

Devant la mobilisation, le sous-préfet reculait, en admettant qu'il y avait sûrement eu une erreur et qu'il allait intervenir auprès du consulat marocain pour faciliter le retour du jeune étudiant.

Les lycéens organisèrent sur place une collecte pour aider leur camarade à payer son voyage de retour.

Correspondant LO

ANTILLES

— Peines alourdies pour Reinette, Marbœuf et Cassubie

— Mansuétude et complaisance pour Viviès, Audebert et Bichara

« Ainsi les juges du tribunal d'appel de Basse-Terre ont profité du procès en appel de Luc Reinette, Humbert Marbœuf et de Léila Cassubie pour alourdir encore plus les peines qui leur étaient déjà infligées. Leila Cassubie en sort avec un an de prison supplémentaire, Marbœuf avec 3 ans et Reinette avec 4 ans de plus.

Alors que ces mêmes juges font preuve de complaisance et de mansuétude à l'égard d'escrocs comme Viviès, Audebert et Bichara, ils n'hésitent pas à condamner lourdement des femmes et des hommes dont le principal crime est de réclamer la libération de leur pays du joug colonial.

Ces deux séries de faits rapprochées démontrent largement que cette justice-là n'en est pas une et que les juges et procureurs qui exercent en Guadeloupe sont avant tout au service de la politique coloniale et des exploiters, précisément comme les Audebert,

Viviès et Bichara. Juges et procureurs, en se comportant de la sorte, ne peuvent que contribuer à la prise de conscience d'un nombre toujours plus grand de jeunes et de travailleurs que, pour se libérer de l'exploitation capitaliste et de l'oppression coloniale, c'est toutes les institutions de l'appareil d'Etat qu'il leur faudra renverser et transformer de fond en comble. »

(article de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* du samedi 11 mai 1985).

Pour protester contre l'aggravation des peines et exiger la libération des prisonniers politiques, quelques centaines de personnes se sont rassemblées à Paris, Place de la République, le samedi 11 mai, à l'appel du MPGL, de *Combat Ouvrier*, du GRS.

Meeting à Paris à l'appel du PCI

Le mouvement « Pour le Parti des Travailleurs », animé par les militants trotskystes du PCI (Parti Communiste Internationaliste), organisait le samedi 11 mai un rassemblement national à Paris, suivi d'une manifestation en direction de l'Assemblée nationale.

A 14 heures, la salle de la Mutualité était bien pleine, et rassemblait environ 2 500 personnes, apparemment un public pour une large part populaire, dont beaucoup étaient venues en car, de la région parisienne et de province.

Derrière la tribune, une grande banderole annonçait le « Meeting ouvrier appelé par des groupes d'ouvriers de tout le pays :

- Unité contre le chômage
- Pour plus un seul licenciement
- Unité des travailleurs et des organisations
- Pour la grève générale »

A la tribune, une dizaine de militants, de la sidérur-

gie de l'Est, de Peugeot-Sochaux, de l'Alsthom-Belfort, des Chantiers Navals de la Seyne, auxquels succédèrent un jeune de LEP, un responsable allemand du syndicat IG-Metall, puis Marc Gauquelin, dirigeant du PCI, intervenaient pour dénoncer la politique antiouvrière du gouvernement, le chômage, les licenciements, la vie difficile pour les travailleurs, et « exiger » que l'Assemblée nationale respecte son mandat. Ce qui est un des axes de la politique proposée par le PCI.

Communiqué

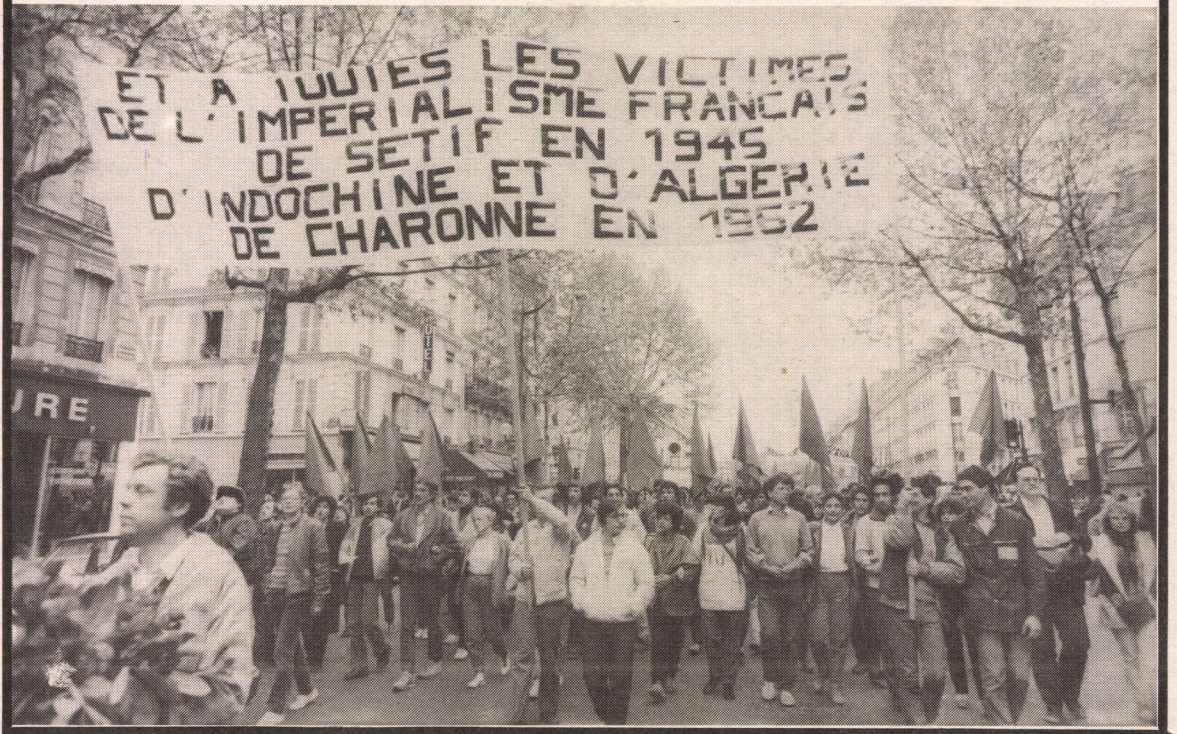
La rédaction du journal *Partisan* nous prie d'informer nos lecteurs de la naissance de ce nouveau mensuel de l'OCML-Voie Prolétarienne, 10 F le numéro, B.P. 5 93401 Saint-Ouen Cedex.



Lundi 13 mai à Paris, à l'appel de nombreuses organisations, dont le FLNKS, le PCF, la CGT, la Ligue Communiste Révolutionnaire et

Lutte Ouvrière, plusieurs milliers de manifestants ont défilé de Nation à République, pour protester contre le déchaînement des vio-

lences des petits Blancs colonialistes contre la population kanake à Nouméa.



COMITE DIRECTEUR DU PS :

quand on n'a rien à dire...

Le Comité directeur du PS s'est réuni samedi 11 autour d'une brochette de ministres, ex-ministres et habitués politiques, pour préparer son congrès d'octobre et surtout les élections de 1986.

Jospin a posé la question qui les préoccupe tous : « Comment avoir une majorité en 1986 ? » Ce à quoi il a répondu : « Quand on n'a pas de bonne réponse, on n'en donne pas ! ». Mais ils espèrent, au moins, limiter les dégâts et cherchent donc la meilleure tactique à adopter.

Tous les Jospin, Rocard, Mauroy, Sarre, représentant paraît-il différents courants, sont d'accord : « Nous ne ferons pas l'alliance avec la droite que certains craignent et dont d'autres rêvent » a dit l'un. « Pas de retour à une quelconque stratégie de troisième force ou de recentrage » a dit l'autre « Non à ceux qui voudraient passer d'un libéralisme plus ou moins honteux à un libéralisme

proclamé » a dit encore un autre.

C'est que le PS a tout de même un problème. S'il gouverne à droite, c'est à gauche qu'il a le gros de son électorat. La frange d'électeurs de droite qui ont basculé côté Mitterrand et PS en 1981, leur donnant la majorité que l'on sait, est revenue depuis longtemps à droite. Et le PS peut faire toutes les bassesses vers la droite : tant qu'à faire une politique de droite, ces électeurs voteront pour les partis de droite, et ce n'est pas de ce côté que le PS peut espérer.

Reste son électorat traditionnel. Il a bien des raisons d'être déçu. Ne parlons même pas de l'électorat ouvrier du PS, si tant est qu'il ait une certaine importance. Mais, même le milieu enseignant par exemple a toutes les raisons de se sentir grugé. Alors, à tout cet électorat de gauche, le PS s'efforce de donner au moins une raison de voter pour lui :

c'est qu'il se veut « de gauche ».

D'où aussi l'attitude vis-à-vis du PC, que les dirigeants du PS veulent « ouverte, offensive, unitaire ».

Et puis, au-delà de tous ces calculs électoraux, il y a les ambitions personnelles plus ou moins contradictoires des uns et des autres, des têtes d'affiches, genre Jospin et Rocard, mais aussi de tous ces députés qui savent qu'il y aura beaucoup de candidats pour occuper des places d'éligibles sur les futures listes, mais peu d'élus... Et l'on tentera à nouveau de convaincre les travailleurs qu'à tout prendre, il faudra voter pour le PS pour « battre la droite ».

Mais on nous a déjà fait le coup. Et le malheur, pour ces politiciens du PS, c'est que les travailleurs peuvent aujourd'hui juger sur pièces : même avec une loupe, on ne voit pas la différence entre eux et ceux de droite.

Michel BROUSSE

Le recul du Parti Communiste

Les élections administratives qui se sont déroulées les 12 et 13 mai en Italie se traduisent par un certain renforcement des partis au pouvoir et par un recul du Parti Communiste.

Il s'agissait de renouveler les Conseils municipaux et les Conseils régionaux de la plupart des régions italiennes. Les partis gouvernementaux craignaient que le PCI ne renouvelle les résultats obtenus l'an dernier, lors des élections européennes, où il avait réussi le « sorpasso », le dépassement de la Démocratie Chrétienne, et était ainsi devenu le premier parti du pays. Ils sont aujourd'hui rassurés. Alors qu'il avait atteint 34,5 % des voix l'an dernier, le PCI n'en a eu que 30,8 % dimanche. Il revient ainsi encore en dessous des résultats des élections régionales précédentes, celles de 1980, où il avait atteint 31,5 % des voix, et c'est pour lui une défaite politique.

Au contraire, la coalition des cinq partis au pouvoir — la Démocratie Chrétienne, le Parti Socialiste et les trois petits Partis Républicain, Social-Démocrate et Libéral — sort renforcée de la consultation, totalisant 58,3 % des voix, contre 53,8 % aux Européennes. Le

PSI, dirigé par le Premier ministre Bettino Craxi, réussit notamment à atteindre 13,1 % des voix, contre 11,3 % aux Européennes, alors que depuis plusieurs années ses efforts pour « rééquilibrer » la gauche italienne à son profit et aux dépens du PCI échouaient régulièrement. Cela fait près de deux ans que Craxi dirige la coalition gouvernementale, et deux ans que l'Italie n'a pas connu de crise gouvernementale. Craxi cherche à donner l'image d'un Premier ministre qui gouverne efficacement — et même autoritairement — et sans crise, et réussit à en tirer parti sur le plan électoral ; ce qui, dans l'immédiat, renforce sa position à la tête du gouvernement.

Le problème pour la classe ouvrière est que ce gouvernement Craxi, le premier gouvernement dirigé par un socialiste en Italie, est aussi un gouvernement qui a mené d'importantes attaques antiouvrières. Il a notamment imposé l'an dernier une amputation du système d'échelle mobile qui garantit les salaires contre la hausse du coût de la vie. Il s'est servi pour cela de l'appui des syndicats CISL et UIL — liés à la Démocratie Chrétienne et aux sociaux démocrates — contre la majorité

de la CGIL, la CGT italienne, liée au PCI. Ce succès politique ne peut que l'encourager à continuer. D'autant plus que l'ensemble de ces résultats semble refléter une évolution à droite d'une partie de l'électorat, et que les partis au pouvoir peuvent l'interpréter en leur faveur comme un désir d'ordre, de stabilité, de « rigueur » économique, et s'en servir contre la classe ouvrière.

Le PCI, lui, paye les frais de sa politique. Il a, sans doute, cherché à apparaître comme le défenseur des couches populaires. Il a notamment mené toute une bataille parlementaire contre le décret de Craxi sur l'échelle mobile. Mais il s'est comporté aussi en parti d'ordre. L'appareil de la CGIL a tout fait pour mettre fin aux réactions ouvrières qu'avaient entraînées ce décret, au début de l'an dernier, et contribué à enfermer les réactions dans le cadre de la tactique parlementaire du PCI. Par ailleurs, le PCI lui aussi fait tout pour donner l'image d'un bon parti gestionnaire, soucieux de « rigueur » économique et de gouvernement « efficace » — du point de vue de la bourgeoisie. Malheureusement pour lui, il reste un parti d'opposition et, dans la mesure où finalement sa politique et son comportement de parti réformiste ne se différencie guère du PSI, il tend ainsi lui-même à provoquer un réflexe de « vote utile » ; réflexe qui profite à celui des deux partis réformistes qui, au moins, réussit à aller au gouvernement : le PSI.

Le PCI risque ainsi de payer pour des réflexes réformistes, conserva-

teurs, d'une partie de son électorat, que sa propre politique a encouragés. Il pourrait notamment perdre la participation à un certain nombre de gouvernements régionaux, obtenus lors de sa grande avancée de 1975 : dans le Latium — région de Rome — et dans le Piémont — région de Turin — notamment. En tout cas, tout dépend aujourd'hui du PSI, qui choisit selon les cas de participer à une majorité de gauche avec le PCI ou de constituer à l'échelle de la région un gouvernement du centre, à l'image de la coalition gouvernementale. Le PCI peut donc perdre des postes et des participations, ce qui à tout prendre serait ennuyeux pour les administrateurs en tout genre que compte ce parti dit « communiste », mais n'aurait guère de conséquences pour la classe ouvrière ; car les gouvernements des régions « rouges » n'avaient pas une politique bien différente de ceux des autres régions. Mais la prochaine échéance attendue est le référendum sur l'échelle mobile, qui devrait avoir lieu au mois de juin. Le PCI avait lancé une pétition pour demander la tenue d'un référendum d'abrogation du décret Craxi sur l'échelle mobile. On s'attend maintenant à ce que, suite aux résultats de dimanche, le PCI se prête à un accord de dernière heure avec les partis de la majorité pour éviter que ce référendum ait lieu. Ce serait, de la part du PCI, reconnaître son recul, en faisant faire les frais de sa politique, une fois de plus, à la classe ouvrière.

André FRYS

ESPAGNE

Les socialistes arrosent les patrons, les travailleurs trinquent

Depuis qu'ils sont ministres, les socialistes ont toujours essayé de présenter toutes les mesures prises en faveur du patronat comme étant les seules qui pouvaient faire descendre l'inflation et encourager les patrons à investir dans la production. Cela s'est traduit, comme il fallait s'y attendre, par l'augmentation du chômage et la diminution des salaires réels, par un considérable appauvrissement de la population laborieuse. Et puisque l'argent que le gouvernement prélevait sur les pauvres pour le donner aux riches ne suffisait pas pour satisfaire toutes les exigences de ceux-ci, l'Etat a fait le reste en drainant des milliards, par une augmentation brutale de la dette publique, laquelle a plus que doublé en 1984 par rapport à 1983 et a atteint les 9 700 milliards de pesetas, soit un quart de million de pesetas par habitant, ou deux années de recette fiscale.

Mais, si les salaires réels ont diminué de 3,5 %, si le chômage s'est accru de 1 500 personnes par jour en 1984, les bénéfices patronaux, eux, ont augmenté de 22 % en moyenne et ont dépassé pour la première fois le taux de 1974.

Les bénéfices ayant atteint leur niveau d'avant la crise, on aurait pu s'attendre, en suivant le raisonnement des socialistes, à une augmentation des investissements patronaux en 1984. Mais ils n'ont

pas augmenté du tout. Au contraire, ils ont chuté de 3,5 %.

Alors, les ministres socialistes seraient déboussolés. Ils ont destiné 60 % de la dette publique à payer la crise bancaire, à financer la reconversion industrielle et à octroyer toutes sortes de subventions aux patrons. Ils ont mené une politique qui tendait à favoriser ces derniers sur tous les terrains. Et tout cela n'a pas empêché la montée du chômage, d'un côté, la chute des investissements et de la croissance économique, de l'autre. « Nous ne pouvons ni offrir davantage aux patrons ni virer encore plus à droite. Nous avons fait des choses qu'aucun gouvernement de droite n'aurait jamais osé faire », vient d'avouer un responsable socialiste (*Cambio* 16, 26 avril 1985).

Les gouvernants socialistes viennent de faire adopter deux nouvelles lois qui vont dans le même sens.

La première, certes, est destinée, selon le gouvernement, à « relancer la consommation, l'investissement et l'emploi » dès le mois de mai. Il s'agit de réduire la « pression » fiscale en diminuant la retenue mensuelle sur les impôts à payer par chaque salarié. Cela représentera une augmentation indirecte des salaires d'environ 2 000 pesetas par mois. Mais il y a peu de chances que cette

misère permette de consommer grand-chose de plus, sans compter qu'elle sera bientôt réabsorbée par l'inflation... Et le manque à gagner, il faudra que l'Etat le compense, d'une façon ou d'une autre.

En attendant, les patrons sont contents de voir que c'est l'Etat qui augmente les salaires de leurs ouvriers.

Et les propriétaires des grands magasins et des supermarchés sont contents aussi, car le gouvernement leur donne entière liberté pour choisir les heures d'ouverture et de fermeture de leurs établissements. Ils pourront ainsi fixer à leur guise les horaires de leurs employés.

Pour « favoriser les investissements », ceux de 1985 et 1986 seront dégrévés d'impôts. Pour « favoriser la création d'emplois », les patrons ne paieront que 50 % de la Sécurité sociale pour tout travailleur de moins de 26 ans. Ils toucheront aussi une bonification de 500 000 pesetas pour tout travailleur embauché, quel que soit son âge. Pour « favoriser la construction de logements », les propriétaires pourront établir des contrats de loyer limités à un, deux ou trois ans, et congédier immédiatement les locataires sans indemnisation ni autre forme de procès.

Toutes ces mesures se répercuteront négativement sur les finances publiques et le budget de la

Sécurité sociale et ne feront qu'augmenter l'énorme déficit public actuel.

Et tout semble indiquer que ceux qui paieront les frais de cette politique gouvernementale seront les retraités, qui verront leurs pensions drastiquement réduites, selon le projet de loi que le gouvernement vient d'envoyer aussi aux Cortes, pour approbation par la majorité socialiste.

Ainsi, au lieu de faire payer les fraudeurs qui échappent à des degrés divers aux impôts et cotisations sociales — c'est-à-dire les riches et les oisifs, car tous les salariés sont strictement contrôlés sur les lieux de travail — le gouvernement socialiste s'en prend aux intérêts des couches de la société les plus démunies et oriente de plus en plus sa politique économique vers une forme de « Reaganomics » à l'espagnole.

L'annonce de ces mesures a provoqué des condamnations verbales de la part des syndicats, y compris l'UGT socialiste, qui pour une fois essaye de se démarquer du gouvernement. Reste à voir si elles se traduiront en actes dans les semaines qui viennent. Il serait important que les travailleurs espagnols réagissent. Sinon le rouleau socialiste pourrait les écraser, autrement qu'avait réussi à le faire la dictature franquiste, mais avec une certaine efficacité aussi.

Gabriel CATALA

PRESLES (Val d'Oise)



25,26, 27 mai

Dans dix jours, la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

C'est maintenant dans dix jours, les 25, 26 et 27 mai, qu'aura lieu la fête, organisée cette année en commun par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire. Pendant trois jours, militants, sympathisants, amis de nos deux organisations et de toute l'extrême-gauche révolutionnaire, se retrouveront dans le cadre agréable du parc de Presles, dans le Val-d'Oise, où elle se tient depuis plusieurs années.

Ce sera d'abord, bien sûr, la fête ; dans un cadre champêtre, des centaines de stands de nourriture, de jeux, des films, des groupes de théâtre, des chanteurs et des musiciens, des orchestres et des bals, de l'animation et des divertissements, une grande occasion de nous retrouver ensemble. Mais ce sera aussi, du même coup, un rassemblement politique ; le rassemblement de ceux qui en ont assez de cette société de crise, de chômage et de guerre, de ceux qui veulent construire une autre société, une société fraternelle débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, une société socialiste. Ce sera le rassemblement des révolutionnaires.

C'est pourquoi cette fête sera aussi l'occasion de multiples rencontres, de débats, de discussions entre travailleurs, militants révolutionnaires des diverses tendances de France et de

l'étranger ; discussions, débats acharnés parfois mais toujours fraternels, comme cela peut et doit être entre travailleurs, entre militants qui partagent les mêmes espérances, le même idéal, le même combat. Et elle sera du même coup la démonstration de la vitalité des idées révolutionnaires, la preuve que notre mouvement, le mouvement révolutionnaire, le mouvement trotskyste, est bien vivant ; la preuve qu'il lutte et qu'il est présent dans la classe ouvrière, parmi les travailleurs de ce pays et qu'il est ainsi un gage d'avenir.

Au moment où la société est dans la crise, au moment où bourgeoisie, patronat et gouvernement dit « socialiste » multiplient les attaques contre la classe ouvrière, au moment où les idées xénophobes, nationalistes et racistes refont surface, nourries par la pourriture de la société capitaliste, notre fête sera l'affirmation qu'il existe autre chose, qu'il existe un espoir, un autre avenir pour la société, que seuls les révolutionnaires peuvent ouvrir une issue.

Alors, amis et camarades, vous tous qui consacrez à cette fête, dans tous les domaines, un travail de préparation sans lequel elle ne pourrait être, ne relâchez pas l'effort pour que dans dix jours notre rassemblement soit, encore une fois, un succès !

Trois jours de fête

Voici le programme, sous réserve de modifications, de trois jours de spectacle.

SAMEDI

GRAND PODIUM

14 h. TOP STYLE (rock mélodique).
15 h 15. PASCAL ROBIN (chansons).
15 h 45. IZURAN (musique berbère).
16 h 45. OYMAK (folklore de Turquie).

18 h 30. MARIANNE SERGENT (humour).
21 h. LUTHER ALLISON.

THEATRE

14 h. SQUARE (rock).
15 h. JACQUELINE CHARTON (chansons réalistes).
16 h 15. YVES LE REST (chansons).

17 h. JEAN KERGRIST joue « le clown informatique ».
18 h 15. GRUPPO TEATRO LABORATORIO DE VERONE (commedia dell'Arte).
19 h 30. DANIEL DUROY (chansons et sketches).

20 h 45. La troupe AQUILON joue « LES MISERABLES » d'après l'œuvre de Victor Hugo. Une tragédie musicale signée Alain BOUBLIL (textes) et Claude-Michel SCHONBERG (musique).

ANIMATION

La compagnie ODILE COUGOULE joue « STEP IN LINE » (danse moderne).
Q'OSQO (musique des Andes).
IZURAN
Les REMOULEURS DE COMPLAINTES (chansons à l'orgue de Barbarie).
JEAN-CLAUDE GOMBAULT ET SON ORCHESTRE animent la Guinguette.

DIMANCHE

GRAND PODIUM

12 h 45. KERGRIST « le clown Cocomama »
14 h. PAULINHO RAMOS (Brésil).

ALLOCUTIONS D'ARLETTE LAGUILLER et d'ALAIN KRIVINE suivies du récital de ANNE SYLVESTRE.
17 h 45. AGOUTI (ballet antillais).
18 h 45. ITRI AMELAL et YOGOURTEN (musique berbère).

20 h 30. FRANCIS LALANNE

THEATRE

12 h. BAROUD (rock).
13 h. BELLEVUE BANLIEUE BLUES
13 h 45. HIZAR (Kabylie).
15 h 30. LES POINCHEVAUX (folk).
16 h 45. GRUPPO TEATRO LABORATORIO DE VERONE (commedia dell'Arte).
18 h 15. DANIEL JUMEAU.
19 h. LE CIRQUE DE L'AMOUR (masques).
20 h 15. Q'OSQO (musique des Andes).

21 h. AREU = MC2 (comédie de Marc MORO et Gerard HERNANDEZ).

ANIMATION

18 h 30. THEATRE A BATIR (théâtre-cirque) joue « REVES d'AMOUR ».
LES REMOULEURS DE COMPLAINTES
AGOUTI - LES POINCHEVAUX - IZURAN
A la guinguette, Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre avec, à 16 h : Laurette FABER et BLOC-NOTES (vieilles chansons françaises). Dans la nuit de dimanche à lundi, deux bals-discothèques.

LUNDI

GRAND PODIUM

12 h 30. PAICAVI (musique des Andes).

14 h. FRANCESCA SOLLEVILLE
15 h. ALLOCUTIONS
D'ARLETTE LAGUILLER et de DANIEL BENSARD suivie du récital de

KARIM KACEL
17 h 15. WOOPIE MAKERS (jazz-rock).

THEATRE

11 h 45. CHIMES (be bop).
12 h 30. EDUCA (sketches).
13 h 45. POTJIMICO (musique brésilienne).

15 h 30. CHRISTINE COSTA (chansons françaises).

16 h 30. JEAN-CLAUDE FRANÇOIS (humour).
17 h 15. LES MUTANTS (rock).

ANIMATION

GRUPPO TEATRO LABORATORIO DE VERONE.
KERGRIST joue « le clown informatique »
THEATRE A BATIR (theatre cirque) : initiation au trapèze.
LES REMOULEURS DE COMPLAINTES IZURAN
A la guinguette, Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre.

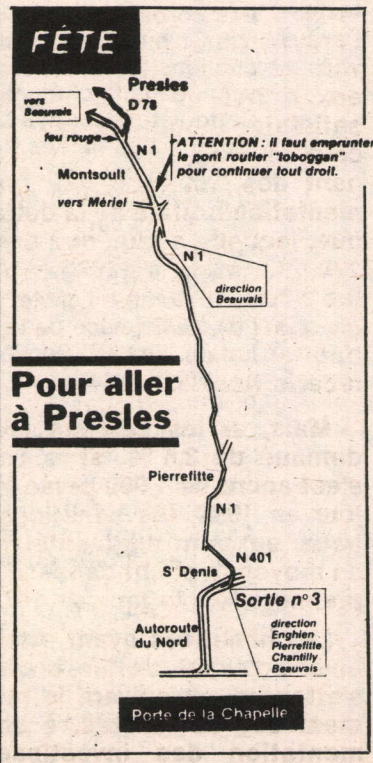
Au stand « Echecs et Marx »

Mme Michèle Merlini, ancienne championne de France, Maître national, organisera un tournoi d'échecs en simultané dimanche après-midi.

Sellos, Maître international du jeu, animera et jouera également dimanche.

Pour vous rendre à la fête

On peut, bien sûr, y venir à pied, à cheval ou à vélo... mais aussi en train, en voiture ou mieux (car les places de parking sont limitées) en autocar. En outre, c'est gratuit depuis la Porte de La Chapelle à Paris. Voir nos renseignements détaillés en p. 12 de ce spécial fête.



Pour aller à Presles

SAMEDI :

Jean-Paul MILLIER
piano solo
P. KUCHESBERGER &
T. MONCHENY
duo de guitares

Démonstration de JAZZ DANCE
par l'Etoile Sportive Champioux

INTERLUBIES sextet

DIMANCHE :

Animations le matin :

- Petit atelier d'initiation aux percussions
- « BOEUF » avec Claude Louis, batteur et animateur à Fréquence Montmartre, René Ogya (trompette), J. Paul Millier (piano), Jean-Pierre Estival (basse), P. Kuchesberger et T. Moncheny à la guitare...

Concert l'après-midi :

- Bruno MICHELLI piano solo
 - PANTINCRUEL
 - ACTIV JAZZ QUARTET
 - ISITOP (bebop)
- SOIRÉE « BLUES »

LUNDI :

Animation sur l'histoire du Jazz

Stephane SABBAN piano solo

FESTIVAL DE BEBOP avec les groupes :
• HARTLEY'S BOYS
• SERENE QUARTET
• CHIMES

et pour conclure dans la tradition de la 52^e rue (la rue du Jazz à New-York en 1940) WHOOPEE MAKERS

Jazz City

1. Au pingouin gourmand (Cramif LO)
2. Le ballon de la fête (Renault LO)
3. Exposition Sécurité sociale (Paris LO)
4. La raclette de Grenoble (LCR)
5. Sécurité sociale (LCR)
6. Accueil Lorraine (LO-LCR)
7. En passant par la Lorraine

9. Accueil Nord (LO)
10. La mare aux canards
11. Puzzles - Mobiles - sous-verres
12. Javelot ch'timi
13. Exposition (LCR)
14. Exposition (Thomson LO)
15. Electronisez-vous (Thomson Gennevilliers LO)
16. Fruits pressés
17. Exposition Creusot-Loire (LO)
18. La gargotte des tout-petits
19. A la bonne cancoillote
20. Au menu râpé
21. La soupe aux choux (Renault Flins LO)
22. Les mots fléchés (PTT Paris 17^e LO)
23. Guillaume Tell

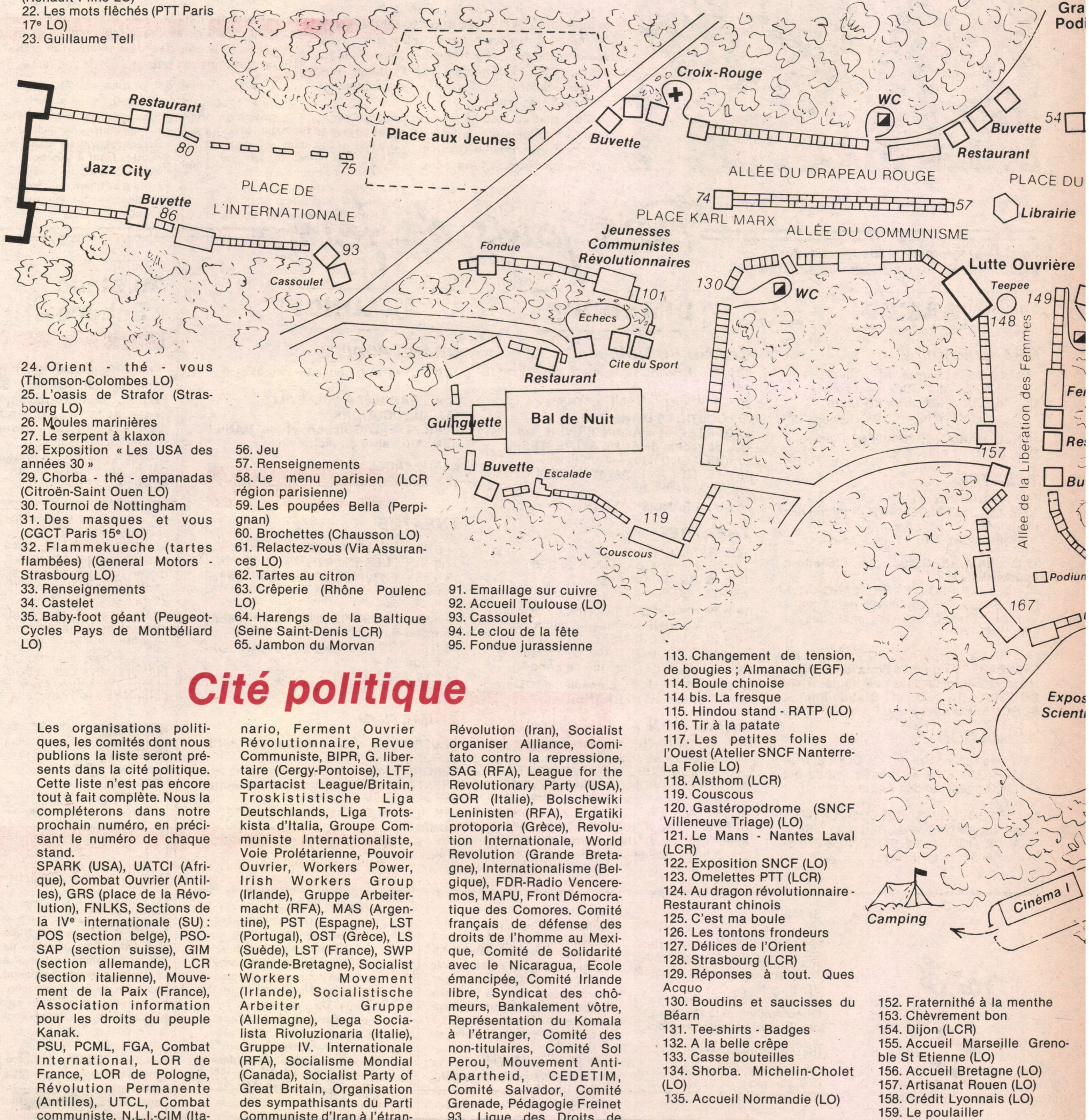
36. L'échelle mobile
37. Le palet breton
38. Le jardin ouvrier (repas asiatique) (Thomson Velizy LO)
39. Chocolat, churros et gam-bas
40. Kiosque à rire
41. Le tir la rigo
42. Le routier
43. Accueil Dijon (LO)
44. Au casse-tête
45. Plateau de fromages auver-gnats (LCR)
46. Moules frites (Lille LCR)
47. Pizza Aïoli (Marseille LO)
48. La trattoria (BNP Barbès LO)
49. Dites-le avec des brochet-tes (Renault LO)
50. Salades de tous les pays (Crédit Lyonnais LO)
51. La crème des fraises
52. Jus de fruits - Milk shake (Le Mans LO)
53. Croquantines (CNAV Paris 19^e LO)
54. Crêpes canadiennes
55. Jeu

- 66. Accueil centre (Bourges, Orléans, Vierzon, Nevers, Limoges LO)
- 67. Ciciriedi (gâteaux siciliens)
- 68. Accueil Aquitaine (LO)
- 69. Artisanat
- 70. Au confit
- 71. Crevettes flambées
- 72. Charlottes
- 73. Exposition (LCR)
- 74. Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet (LO)
- 75. Accueil Le Mans (LO)
- 76. Brin de fantaisie, brocante (Hôpital Sainte-Anne Paris LO)
- 77. Mon pays, c'est le monde
- 78. Expositions (LCR)
- 79. Turcs - Iraniens (LCR)

- 86. Disques
- 87. Huitres et crêpes bretonnes (Rennes Brest LCR)
- 88. Exposition Renault Flins (LO)
- 89. Thé et gâteaux
- 90. Exposition Renault Billancourt (LO)

96. Rouen (LCR)
97. Le point d'interrogation
98. Billard électrique
99. Exposition « Huma »
100. Renseignements
101. Reims Sedan (LCR)
102. Chèvre Vert sur canapé
103. Sportez-vous bien
104. La Barbouille
105. Echecs et Marx
106. Rhône Poulenc et ses déchets (LO)
107. Bureau de tabac
108. Groupe Révolution Socialiste. Spécialités antillaises
109. Accueil Hérault Gard (LO)
110. A l'auberge du fromage blanc (CAF LO)
111. Lorraine (LCR)
112. Exposition Aéronautique (LO LCR)
- 112 bis. Mur d'escalade

137. Renault (LCR)
138. Le fromage
139. Jeu d'eau
140. Au p'tit cheminot (SNCF Limoges LO)
141. Casse tête
142. La ficelle picarde (Amiens LO)
143. Escargots
144. Exposition (LCR)
145. Salades cambodgiennes (CEPEM Orléans LO)
146. Maquereaux au poivre
147. Le rail de force
148. Teepee
149. La Dolina (dolina, choucroute, bières tchèques) Thomson St Denis (LO)
150. Autour du monde
151. Tir à la carabine



A VISITER

- 160. Jeu du B.A.C.
- 161. La puce rouge (Crédit Lyonnais LO)
- 162. Viens prendre ta raclette (Alcatel - Thomson Levallois LO)
- 163. Galettes saucisses
- 164. La quille de six
- 165. Crêperie bretonne
- 166. Groupe Arabe (LCR)
- 167. Charcuterie (Toulouse LCR)
- 168. Roule ta bille
- 169. C'est tout un programme
- 170. Brochettes grecques (Air France LO)
- 171. Au doux débardeur
- 172. Aux mollets d'acier

- 178. Exposition Rhône-Poulenc Vitry (LO)
- 179. Tir à l'arc (Rhône Poulenc Vitry LO)
- 180. La dernière séance
- 181. Barbe à papa (UAP LO)
- 182. Renseignements
- 183. La boule maboule
- 184. Tortillas
- 185. Palais des glaces
- 186. Thomson (LCR)
- 187. Bowling (PTT Tri Austerlitz LO)
- 188. Commedia dell'Arte
- 189. Salades aux lardons (Hôtel Dieu Lyon LO)

Si vous perdez quelqu'un

Vous trouverez près du stand « direction de la fête » un panneau « lieu de rendez-vous » où vous pourrez soit vous retrouver, soit laisser un message.

... et s'il s'agit d'un enfant

Adressez-vous aux stands « renseignements » mais, si nous l'avons retrouvé, il sera à la crèche s'il paraît moins de trois ans, ou bien à la « Place aux Jeunes » s'il en a plus.

Carte d'entrée

La carte d'entrée est valable pour les trois jours. Présentez cette carte aux camarades chargés du contrôle, sans détacher vous-même aucun des volets de cette carte... et conservez bien le

reste de cette carte qui vous permettra d'entrer à la fête le lendemain.

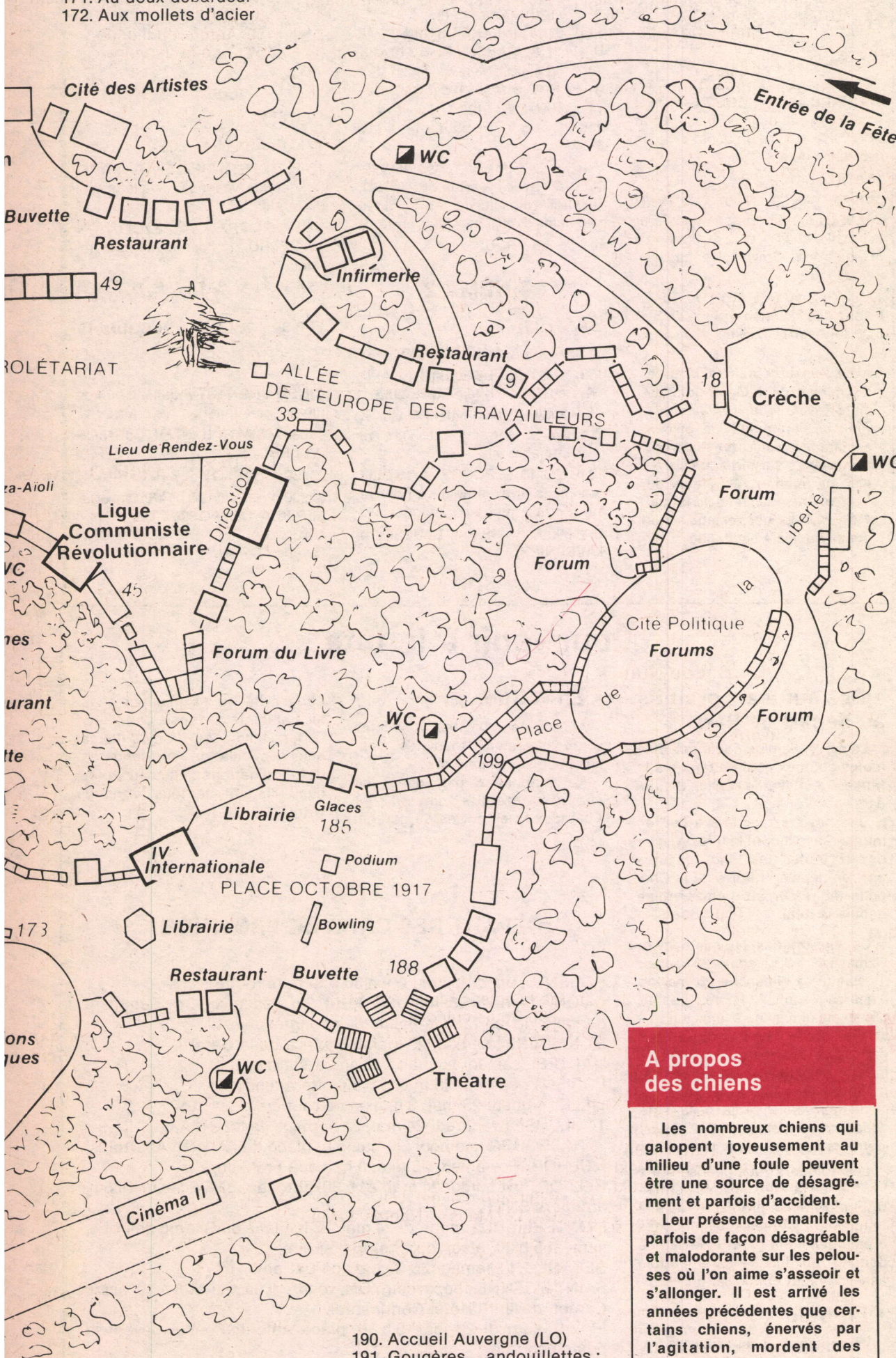
A l'entrée de la fête, vous pourrez vous procurer pour 40 F une carte valable pour les trois jours.

Sortie provisoire

On peut sortir provisoirement de la fête et y revenir, à condition de se faire tamponner le poignet, comme on fait dans les bals traditionnels. Au retour, vous présentez le tampon en même temps que votre carte.

Attention : cette marque de tampon (dont la couleur change chaque jour) permet de ne rentrer que le jour même.

Nous demandons à tous nos amis qui se promèneront à la fête de veiller à ne rien faire qui puisse gêner les relations de bon voisinage avec la population de Presles et, en particulier, de respecter les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner, les « bateaux » devant les portes cochères. Merci.



Ne pas jeter les bouteilles vides

Nous vous demandons de ne pas les abandonner sur les pelouses ou dans les sous-bois, car elles risquent de créer des accidents graves.

Nous vous invitons à les déposer dans les emplacements destinés à les recueillir, signalés par des panneaux (mais de ne pas les jeter dans les poubelles, c'est dangereux aussi).
Merci d'avance.

Vignettes et francs Bérégofoy

Les prix marqués à la fête sont payables en monnaie « Bérégofoy », mais aussi en vignettes (sauf le tabac).

Chaque vignette remplace avantageusement un franc ou 10 francs, selon la somme marquée.

Infirmierie

Vous trouverez à la fête des secouristes, des infirmières et des médecins compétents. Si vous avez besoin de leurs services, n'hésitez pas à faire appel à eux.

Un poste de la Croix-Rouge, près de l'entrée, peut répondre à tous les problèmes qui pourraient se poser.

IMPORTANT : SI VOUS ASSISTEZ A UN ACCIDENT, OU SI UNE PERSONNE SE TROUVE MAL DEVANT VOUS, AVERTISSEZ IMMEDIATEMENT LES MEMBRES DU SERVICE D'ORDRE LES PLUS PROCHES (ils sont reconnaissables à leur brassard) OU DIRECTEMENT LES SECOURISTES, SI VOUS ETES A LEUR PORTEE.

Camping

Le camping est interdit dans les environs de Presles et nous ne disposons que d'un nombre très restreint d'emplacements pour camper.

Amis campeurs, adressez-vous au contrôle d'entrée.

A propos des chiens

Les nombreux chiens qui galopent joyeusement au milieu d'une foule peuvent être une source de désagrément et parfois d'accident.

Leur présence se manifeste parfois de façon désagréable et malodorante sur les pelouses où l'on aime s'asseoir et s'allonger. Il est arrivé les années précédentes que certains chiens, énervés par l'agitation, mordent des enfants ou des adultes. Il nous est arrivé aussi de voir des chiens abandonnés par leur propriétaire, ou attachés à un arbre pendant des heures, ce qui est choquant pour tous ceux qui aiment les animaux.

C'est pourquoi, pour la commodité de tous et des animaux eux-mêmes, nous ne pensons pas que la présence des chiens à la fête soit souhaitable.

Pour les petits, Place aux jeunes et la crèche

Pour les plus jeunes, nous avons prévu des espaces particuliers.

La « Place aux Jeunes », c'est le nom de l'emplacement que nous avons spécialement aménagé pour les enfants. On y trouve tout ce que l'on peut désirer afin que ce soit, pour eux aussi, la fête : des activités, des jeux, des promenades dans les sous-bois, des animations.

Pour les plus petits, il y a une crèche. Les parents qui le souhaitent pourront y laisser leur bébé pendant quelques

heures (quatre heures consécutives maximum) afin de se promener dans la fête. Nous leur demandons toutefois de passer de temps en temps à la crèche, surtout au moment des repas de leur nourrisson.

Bien entendu la « Place aux Jeunes » et la crèche sont totalement gratuites.

N.B. — Comme pour la crèche, en confiant vos enfants à la garderie, vous devez préciser l'heure à laquelle vous les reprendrez (ceci pour l'organisation des promenades).

- 173. Les damnés de la terre (poterie) (Reims LO)
- 174. Lutte Ouvrière PTT
- 175. Angers (LCR)
- 176. Peinture sur soie
- 177. Les lanciers du bocal (Roussel Uclaf - Romainville LO)

- 190. Accueil Auvergne (LO)
- 191. Gougères, andouillettes : jamais les deux sans Troyes (Hôpital et Sécurité sociale Troyes LO)
- 192. Accueil Lyon (LO)
- 193. Le rallye de la fête
- 194. Tapas et merguez (LCR Centre)
- 195. Exposition (LCR)
- 196. Fromage d'Auvergne
- 197. Sculpture sur savon
- 198. Charlottes
- 199. Artisanat (Lyon)

Les débats et forums

Depuis plusieurs années, la fête est devenu l'un des points de rencontre les plus riches de l'extrême-gauche, aussi bien française qu'internationale. Elle a su faire revivre les meilleures traditions du mouvement ouvrier : le goût de la confrontation des idées dans la liberté la plus totale.

Tout est mis en œuvre pour offrir le cadre matériel qui permette à chacun et à chaque groupe d'exprimer ses idées,

de les confronter à celles des autres, à celles du public.

Il y a plusieurs aires de forums à la fête, dont certaines sous un grand chapiteau. Il suffit simplement de s'inscrire et de tenir son forum.

Pour connaître les sujets des forums, rendez-vous aux stands de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, où un dépliant spécial vous sera remis.

Chapiteau scientifique

Sous un grand chapiteau, vous trouverez de nombreuses expositions scientifiques :

« LES HOMMES ET L'UNIVERS »

L'histoire des conceptions de l'Univers. Depuis les Babyloniens, pour qui la terre était un disque plat entouré d'un fleuve Océan, un monde dont le centre était tout naturellement situé à Babylone, jusqu'au « Big Bang » en passant par Kepler, Newton, Copernic et Galilée...

Et, la nuit venue, venez observer les anneaux de Saturne.

« LE SEXE DES NOMBRES » ou « TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LES MATHS SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER ».

Vous pourrez enfin résoudre ce problème hindou du 8^e siècle : « Un collier s'est brisé au cours d'ébats amoureux : un tiers des perles est tombé à terre, un cinquième est resté sur la couche, un sixième a été retrouvé par la jeune femme, un dixième par l'amant, six perles sont restées attachées au cordon. Dites combien de perles comptait le collier ».

« PURGATORIUS, LUCY, HABILIS ET LES AUTRES ».

Ou 70 millions d'années d'histoire des primates. Vous pourrez vous essayer à la technique difficile de la taille des silex ou — mieux — observer la dextérité des spécialistes.

« DES ALGUES AUX PLANTES »

La grande histoire de l'évolution des végétaux tout au long d'un sentier verdoyant.

« LE CERVEAU »

L'évolution du cerveau et du comportement à travers l'évolution des espèces.

« SAVEZ-VOUS PARLER GAULOIS ? »

Ou comment la langue française est née et s'est transformée grâce à la diversité de multiples cultures.

« L'HOMME ET L'ALIMENTATION »

— Que manger ? Comment ? Pourquoi ?

— L'histoire de l'alimentation humaine et des aliments.

— Pourquoi la faim dans le monde ?

★ ★ ★

Sans compter de nombreuses observations, des jeux, une librairie scientifique, une cafétéria pour vous relaxer et... de nombreux débats.

DEBATS

• Samedi 18 h

M. Jacques Olivier BARUCH, astronome, Cité des Sciences et de l'Industrie « La Naissance de l'Univers ».

• Dimanche 14 h

Mme Dominique BOCKELE, astronome à l'Observatoire de Meudon « La Comète de Halley ».

• Dimanche 18 h

Martine WILLAUME, Conservateur des Antiquités Historiques « Le mode de vie à l'âge du fer tel qu'on peut le reconstituer aujourd'hui ».

Des écrivains, réalisateurs de cinéma, militants, seront parmi nous pour présenter leurs ouvrages, films ou activités.

Maurice RAJSFUS, auteur de *L'an prochain, la révolution (les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne 1930-1945)*, animera un forum sur le thème : « Le Parti Communiste et l'immigration ».

Jean BERTOLINO, journaliste, écrivain, grand reporter à TF1 animera un débat sur « Guyane, Nouvelle-Calédonie, le fait colonial français ».

Didier DAENINCKX, auteur de romans de « Série Noire » dont *Meurtres pour mémoire*, qui évoque la guerre d'Algérie.

Olivia ZEMOR, auteur d'un ouvrage sur *La Mafia au-dessus de tout soupçon*.

Marco WOLF, auteur de *La bosse des maths est-elle une maladie mentale ?*

André WAKSMAN, réalisateur d'un film sur « La faim dans le monde ».

Roger COGGIO, président de l'Association des Amis du Cinéma Populaire et Fanny COTTENÇON parleront du « cinéma populaire ».

Maxime RODINSON, historien et écrivain, animera un débat sur « Les mouvements intégristes musulmans aujourd'hui ».

Jean GUIART, professeur au muséum d'Histoire Naturelle, auteur de l'ouvrage ethnologique et politique sur la Nouvelle-Calédonie « La terre est le sang des morts ».

André AVRAMESCO, mathématicien, organisera un forum sur le thème : « Peut-on comprendre les sciences et les techniques de notre temps dans le cadre marxiste ? ».

Françoise d'EAUBONNE, écrivain, auteur du récent ouvrage *Louise Michel la Canaque*, parlera de son livre.

Maurice PAGAT, secrétaire général du syndicat des chômeurs, organisera un forum sur le thème : « Les chômeurs, le mouvement syndical et les organisations révolutionnaires ».

Cinéma non-stop

CINEMA 1

SAMEDI

12 h. LA BALLADE DU SOLDAT - TCHOUKRAÏ. Un classique : Les jeunes Soviétiques pris dans les horreurs de la guerre.

14 h. LE YIDDISHLAND REVOLUTIONNAIRE - G. VERBIZIER. Suivi d'un débat avec un des réalisateurs.

17 h 30. BLUE COLLAR - P. SCHRAEDER. Le travail à la chaîne aux USA, la corruption syndicale.

20 h. QUAI DES BRUMES - CARNE, PREVERT. « T'as-d-beaux yeux, tu sais ».

22 h. CABARET - B. FOSSE avec Liza MINELLI.

DIMANCHE

10 h. SITUBAL VILLE ROUGE - D. EDINGER. Les commissions ouvrières au Portugal en 1975. Suivi d'un débat avec un des réalisateurs.

11 h 30. LEON SEDOV - M. WICHARD et M. LEQUENNE. Une enquête sur la mort du fils de Léon TROTSKY. Suivi d'un débat avec un des réalisateurs.

13 h. BLUE COLLAR.

15 h 30. SOLEIL NOIR - M. VAN ZELD. La condition des mineurs et la bataille du PCF pour le charbon à la Libération... Suivi d'un débat avec le réalisateur.

17 h 30. LA MAREE MONTANTE. La révolte des Noirs en Afrique du Sud face à l'Apartheid. Suivi d'un débat

En plus des librairies de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, vous trouverez un Forum du Livre, où des camarades vous présenteront des romans sur différentes parties du monde (Amérique du Nord et Amérique latine, Europe, Afrique, Asie), des romans historiques ou liés à l'actualité.

avec des militants du Mouvement anti-Apartheid.

19 h. LE TROUPEAU - Y. GUNAY et Z. OKTEN. La condition paysanne en Turquie sous la botte des militaires.

21 h 30. BUTCH CASSIDY ET LE KID - G.R. HILL avec Robert REDFORD et Paul NEWMAN. Des bandits bien sympathiques...

LUNDI

10 h. LES LUTTES OUVRIERES POUR L'ECHELLE MOBILE EN ITALIE. Suivi d'un débat animé par une militante de la section italienne de la IV^e Internationale.

11 h 15. MAXIME LISBONNE, LE MOUSQUETAIRE DE LA COMMUNE - C. CERF et J. MARGUERITE. Suivi d'un débat.

12 h 30. DEVINE QUI NE VIENT PAS DINER ? A. WAKSMAN. Sur la faim dans le Tiers Monde. Suivi d'un débat avec le réalisateur.

14 h. MAMIBIE LIBRE. Suivie d'un débat avec un militant de la SWAPO.

15 h 30. QUEIMADA - G. PONTECORVO avec Marlon BRANDO. Révoltes d'esclaves et rivalités coloniales dans les Antilles en 1845.

17 h 30. LE TROUPEAU.

CINEMA 2

SAMEDI

12 h. 1789 - A. MNOUCHKINE.

15 h. LES FOURBERIES DE SCAPIN - R. COGGIO. Molière au cinéma.

17 h. KANAL. Ils aimaient la vie - A. WAJDA. L'insurrection de Varsovie de septembre 44.

19 h. L'OMBRE ROUGE - COMOLLI. Staliniens et aventuriers à l'œuvre, sur fond de guerre d'Espagne.

21 h 30. MISSISSIPPI BLUES - B. TAVERNIER.

DIMANCHE

10 h. GERMINAL - Y. ALLEGRET. Une adaptation du roman de Zola.

12 h 30. REGARDE ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS - Y. LE MASSON. Naissance, contraception et la lutte des femmes pour leurs droits, le procès d'Aix. Suivi d'un débat avec le réalisateur.

15 h 30. LE JUGE - P. LEFEBVRE. L'affaire du « juge Michel ».

17 h 30. BAARA (Le travail) - S. Cissé. Le premier film africain sur la condition des travailleurs.

19 h 30. LA BATAILLE D'ALGER - G. PONTECORVO. Un épisode de la guerre d'Algérie : la liquidation du réseau FLN d'Alger.

21 h 30. LOUISE L'INSOUMISE - C. SILVEIRA. Une jeune fille se révolte contre le carcan familial et les préjugés religieux.

LUNDI

10 h. BAARA (le travail) -

12 h. LIBERTY BELLE - P. KANE. Des jeunes lycéens face à la guerre d'Algérie.

14 h. DE MARX A LA REVOLUTION - M. FERRO. Un documentaire historique.

15 h 30. LA BATAILLE D'ALGER

17 h 30. LOUISE L'INSOUMISE

CINEMA NON-STOP dans la nuit de dimanche à lundi en plein air.

0 h 30. FRANKENSTEIN JUNIOR - Mel BROOKS.

2 h 30. CHARLOT - LE PELERIN.

3 h 30. Programme CHARLOT, BUSTER KEATON, POPEYE.

4 h 30. LA PLANETE SAUVAGE - Roland TOPOR.

Pour venir à la fête

• Des autocars gratuits au départ de Paris

Le moyen le plus commode et le moins coûteux pour se rendre à la fête est d'utiliser le service d'autocars.

Une navette régulière a lieu en permanence durant la fête, avec un départ toutes les vingt minutes environ depuis la Porte de la Chapelle (et retour au même rythme depuis la fête).

Ce service commence le samedi 25 mai à 11 h 30, jusqu'à 23 heures. Il reprend le dimanche 26 mai de 8 heures jusqu'à 22 heures. La nuit du bal, de dimanche à lundi, un service réduit fonctionne avec un autocar toutes les heures. Le lundi 27 mai, le service reprend au rythme normal de 8 heures jusqu'à 18 heures (dernier départ de la Porte de la Chapelle) et jusqu'à 20 heures (derniers retours depuis la fête).

Les autocars vous déposeront à l'entrée de la fête. Ils vous permettront d'éviter les problèmes de stationnement à Presles, les marches à pied depuis la gare ou le lieu de parking (on doit se garer parfois assez loin). Et puis c'est gratuit !

• En train

Vous pouvez aussi éviter les tracas de la circulation et du stationnement, en prenant le train à la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Mafflier.

La durée du trajet est d'environ 38 minutes.

Quand vous êtes à la gare de Presles-Courcelles, vous êtes presque arrivés à la fête. La gare SNCF est en effet à 900 mètres de l'entrée de la fête, soit 10 à 15 minutes de marche.

Il y a environ un train toutes les heures dans chaque sens.

• En voiture

Amis automobilistes, respectez scrupuleusement tous les panneaux de signalisation.

Ne stationnez pas dans les endroits interdits, devant les « bateaux », les portes de garage,

afin d'éviter au maximum de gêner les habitants de Presles.

Des camarades chargés d'organiser la circulation vous donneront des indications. Respectez-les, dans l'intérêt de tous, donc du vôtre.

DEPART DES CARS DE PROVINCE

ROUEN : samedi 25 mai à 9 h 30 à la gare routière.

DIJON : samedi 25 mai, 6 h 30 et 9 h, place du 27^e Régiment d'Infanterie (en face le palais des congrès).

ST-NAZAIRE : samedi 25 mai, 6 h, place de la Gare.

NANTES : samedi 25 mai, 7 h, place Viarme.

LORIENT : samedi 25 mai, 5 h 30, cité Allende.

LILLE : samedi 25 mai, 6 h, ex-gare routière.

TOULOUSE : vendredi 24 mai, 21 h, place Jeanne-d'Arc.

STRASBOURG : samedi 25 mai, 5 h, place de l'Ancien-Abattoir.

MULHOUSE : samedi 25 mai, 5 h, place Franklin.

BELFORT : vendredi 24 mai, 22 h 30, autogare SNCF ; samedi 5 h, autogare SNCF.

MONTBELIARD : vendredi 24 mai, 23 h, place du Champ-de-Foire, samedi 5 h 30, place du Champ-de-Foire.

BESANÇON : samedi 25 mai, place Battant.

SAINT-ETIENNE : départ à LYON, vendredi 24 mai à 23 h 30, place Carnot, devant l'Hôtel Continental.

LYON : samedi 25 mai, 5 h 30, place Antonin-Poncet devant la poste centrale.

BORDEAUX : samedi 25 mai, 5 h, place Francis-de-Pressenssé.

ANGOULEME : samedi 25 mai, 6 h 30, parking hôpital Girac.

GRENOBLE : vendredi 24 mai, 21 h 15, gare routière (près de la gare SNCF).

LIMOGES : samedi 25 mai, 4 h 45, Champ de Juillet.

BOURGES : samedi 25 mai, 5 h 30, parking du centre nautique ; dimanche 26 mai, 6 h, parking du centre nautique.

VIERZON : samedi 25 mai, 6 h, gare SNCF ; dimanche 26 mai, 6 h 30, gare SNCF.

ORLEANS : samedi 25 mai, 7 h 30, Maison du tourisme ; dimanche 26 mai, 7 h 30, Maison du tourisme.

TOURS : samedi 25 mai à 7 h 30, gare routière.

Coordination nationale des radios :

Tous à Paris le 29 mai

Samedi 11 mai s'est réunie à Lyon la Coordination nationale des personnels de radio des hôpitaux. Cette réunion a dressé le bilan du mouvement des « radios » contre la suppression des congés rayons, mouvement qui dure depuis près de 2 mois.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT

Dans la plupart des hôpitaux, les personnels de radio, ainsi que les personnes travaillant en médecine nucléaire et certaines travaillant en laboratoires isotopes, ont des jours de congés supplémentaires. Ils avaient été accordés par les directions hospitalières locales il y a très longtemps, pour faire accepter aux personnels les risques dus aux rayons X ou Gamma. Sous prétexte que le progrès technique aurait fait disparaître ces risques (ce qui n'est d'ailleurs que partiellement vrai), le ministère envisage donc de supprimer ces congés. Il s'agit d'un problème qui concerne de nombreux hôpitaux.

Ces congés compensatoires sont très variables : à Lyon ils sont de 15 jours et existent depuis plus de 40 ans ; à Besançon ils sont de 8 jours depuis 1966 ; à Marseille de 25 jours et à Salon-de-Provence de 30 jours. Dans d'autres hôpitaux, ce sont des réductions d'horaires hebdomadaires.

À l'Assistance Publique de Paris, les radios n'ont pas de congés supplémentaires, mais une prime.

Actuellement, le gouvernement mène dans les hôpitaux une politique de redéploiement du personnel. On déplace les personnes d'un service à l'autre et même d'un hôpital à l'autre, pour rentabiliser au maximum le personnel sans avoir besoin de créer des postes et même pour pouvoir en supprimer. Dans ce cadre-là, le gouvernement est à l'affût de la moindre économie et a décidé de s'en prendre aux acquis des personnels de radio. Cela s'est traduit par la publication, au mois de février, d'une circulaire ministérielle du directeur des hôpitaux, demandant aux directions locales de « mettre un terme à l'octroi de congés supplémentaires », sous prétexte que la sécurité est meilleure qu'à l'époque où ces congés avaient été octroyés.

Dès la connaissance de cette circulaire, le personnel radio a réagi.

UN MOUVEMENT QUI S'ETEND ET QUI S'ORGANISE

Dès le mois de mars, des assemblées générales de radios se tenaient dans un certain nombre d'hôpitaux. Dans certains gros CHU, les personnels de radio représentent une centaine de personnes ou plus. Mais dans beaucoup d'hôpitaux moyens et petits, leur nombre est beaucoup plus limité : une ou deux dizaines, ou même quelques unités.

Aussi très rapidement, après des manifestations ou des délégations auprès des directions locales, les radios se posèrent le problème d'établir des liens entre ces mouvements et entre les personnels de radio isolés.

Ainsi à Lyon, ceux de l'hôpital Edouard-Herriot ont très rapidement contacté ceux des autres établissements des Hospices Civils de Lyon. Tous se sont retrouvés à 300 au cours d'une assemblée générale le 20 mars. Ils ont décidé d'un mouvement régional et ont mis en place une Coordination chargée d'appliquer la décision de l'assemblée générale.

À Rouen, les manipulateurs radio ont élu un Comité qui a organisé une grève régionale d'une journée, avec manifestation à la DDASS et à la DRASS. Des membres du Comité sont allés directement contacter les manipulateurs radio de Caen et d'Amiens. Ils se sont également rendus au ministère pour demander un rendez-vous avec Georgina Dufoix et sont allés discuter avec les manipulateurs radio de deux hôpitaux parisiens qui, eux, n'ont jamais bénéficié des congés rayons.

Le lundi 29 avril, une journée de grève régionale des services de radiologie des hôpitaux de l'Ouest avait réuni près de 400 personnes à Rennes, devant le bâtiment où devait se tenir le Conseil d'administration du CHR de Rennes. Réunion présidée par Hervé, maire de Rennes et secrétaire d'Etat à la Santé.

Dans d'autres régions aussi, comme à Besançon, Dijon, se sont mis en place des Comités de radios dans la plupart des

hôpitaux, qui se sont regroupés ensuite au niveau régional en Comité de coordination Haute-Saône-Jura-Doubs ou Bourgogne par exemple.

Là où se sont mis en place des Comités et des Coordinations, cela a permis aux radios de prendre en charge leur propre mouvement. Ils ont établi des contacts téléphoniques avec la plupart des hôpitaux de la région.

Dans un premier temps, cela a permis de déboucher sur des mouvements régionaux : le 28 mars pour la région Rhône-Alpes, le 2 avril pour la Seine-Maritime et l'Eure, puis le 29 avril pour la Franche-Comté, la Bourgogne et la Bretagne.

Partout, ces jours-là, se sont tenues des AG de grévistes, qui n'ont pas voulu s'en tenir là et qui ont décidé un mouvement national.

UN MOUVEMENT CATEGORIEL

Les personnels de radio savaient qu'en restant isolés, chacun dans leur coin, ils n'obtiendraient rien. Et puisque la circulaire concernait tous les hôpitaux, il fallait une lutte d'ensemble pour se défendre. Cela dit, ce mouvement ou cette ébauche de mouvement ne concerne actuellement qu'une catégorie de personnels ; il vise à défendre les acquis d'une petite fraction du personnel des hôpitaux.

Les radios savent bien que les attaques contre eux font partie d'un lot d'attaques générales contre le personnel hospitalier, mais ils ne sont pas tous prêts actuellement à essayer d'étendre leur mouvement aux autres catégories, sur des problèmes communs à tous.

Dans certains hôpitaux, ils se sont adressés par tract aux autres, et certains radios se rendent compte, de plus en plus, que même s'ils obtiennent satisfaction, on risque de leur reprendre par un autre bout d'autres acquis. Mais aujourd'hui ils se battent pour défendre leurs congés, qu'ils estiment justifiés par les risques encourus : toutes les sal-

les sont loin d'être conformes et, de toute façon, les radios doivent tenir les enfants et les personnes âgées ; ils font aussi des radios au lit et dans les blocs, et donc ils reçoivent des rayons.

UN MOUVEMENT PRIS EN CHARGE PAR LES RADIOS

Si ce mouvement s'est développé, si les actions locales, régionales ont pu avoir lieu, si la Coordination nationale a pu se réunir, c'est que dès le départ des Comités locaux puis des Coordinations ont organisé le mouvement de A jusqu'à Z. Sans cela, rien n'aurait eu lieu, car les fédérations syndicales, CGT, CFDT ou FO, n'ont pas été jusqu'à présent dans le coup du mouvement, même si localement de nombreux militants syndicaux ont essayé de l'organiser, bien souvent d'ailleurs en participant aux Coordinations.

LA COORDINATION NATIONALE

Elle s'est tenue à Lyon le samedi 11 mai. Il y avait 200 participants, venus de Lille, Rouen, Bordeaux, Strasbourg, Besançon, Marseille, etc., soit plus de 45 villes. Certains

CHR BESANCON

Nous sommes allés à cinq à la Coordination nationale. Nous y avons représenté notre Assemblée générale ainsi que quelques hôpitaux périphériques qui ne pouvaient venir. Pour financer le voyage, nous avions fait une collecte dans nos services, auprès de nos camarades.

Dans la voiture, sur le chemin du retour, tout le monde montrait sa satisfaction : d'abord, il y avait beaucoup de monde à Lyon ; dans certaines régions, nos collègues « ont la pêche », et c'est plutôt contagieux. « Il faut faire le maximum pour être nombreux à Paris » ; « Il faudra que le ministre nous écoute et nous réponde » ; « Les syndicats doivent se mettre d'accord sur ce que l'on décide en Coordination nationale et non pas nous sur leur choix à eux ».

représentaient un hôpital ou une ville, d'autres toute une région.

L'organisation matérielle avait été assurée par la Coordination de Lyon, et de nombreux radios lyonnais ont assisté à la réunion.

Chaque délégué a fait le point sur ce qui avait été fait dans sa région et a rendu compte des propositions de son assemblée pour la suite de l'action. Ensuite, les syndicats ont donné leur point de vue. Une secrétaire fédérale CGT-santé a dit que la CGT s'associait au mouvement qui sera décidé par le personnel radio. Un représentant de la CFDT du Rhône a dit que la fédération CFDT refusait de s'associer au mouvement, que lui-même le déplorait, mais qu'il ferait tout son possible pour la convaincre. Quant à FO, ils avaient fait une réunion nationale la veille, décidé une grève nationale le 23 mai et demandaient aux radios de s'y rallier, ce qui a provoqué quelques remous... le président de l'Association des manipulateurs radios a dit que l'Association participerait au mouvement qui serait décidé.

Le débat, animé, s'est ensuite ouvert sur la suite de l'action. Tout le monde était partisan d'une journée de grève de 24 heures avec manifestation à Paris et visite au ministère. Le principe de cette journée a été voté à l'unanimité.

La date a été fixée au 29 mai après discussion et vote. Certains auraient préféré le 22 mai ; il fallait agir vite, pensaient-ils ; tandis que d'autres trouvaient que le délai était trop court pour mobiliser toute une région. La fédération CGT et l'Association des radios s'y sont ralliées, la CFDT locale aussi. Seul FO a dit qu'il n'était pas sûr de pouvoir s'engager sur cette date.

Les représentants des radios vont maintenant rendre compte dans leurs régions des décisions prises et s'attaquer à la mobilisation pour la journée d'action. Une nouvelle Coordination est prévue le 29 mai, après la manifestation, pour décider de la suite de l'action.

Correspondant LO



L'intérim... en permanence

Lundi 13 mai, FO et la CGC ont signé avec les syndicats patronaux de l'intérim, Promatt et Unett, un texte proposant des modifications de l'ordonnance de 1982 sur le travail temporaire. La CFTD et la CFTC « réservent leur réponse » jusqu'à la fin du mois, le temps de consulter leurs instances. La CGT, elle, a opposé un « non » catégorique.

Il y a déjà beau temps que l'on ne trouve quasiment plus à s'embaucher en fixe dans les entreprises. En règle générale les travailleurs — les jeunes comme les autres — passent par plusieurs missions en intérim, avant de décrocher un contrat... provisoire, qui ne se solde que très rarement par une embauche.

Le « mieux » qui se trouve actuellement, ce sont des missions en intérim renouvelées dans la même entreprise : six mois de contrat — durée légale au terme de laquelle interviendrait l'embauche —, une suspension de quelques jours ou une semaine, et de nouveau un contrat de six mois, etc. Ou encore : 9 mois, un an... trois ans d'intérim en bouchetrous, avec l'appellation de la tâche qui change — mais jamais la rémunération — ou le nom du travailleur remplacé... même s'il a repris le travail.

Il y a des lois qui théoriquement réglementent cette forme de « location » de personnel, mais les patrons ne

se privent pas de les tourner ou de les ignorer quand ils le peuvent. Pour eux, tous les moyens sont bons pour garder une main-d'œuvre si comode, susceptible d'être licenciée sans préavis, du jour au lendemain ; à qui l'on peut demander de changer de poste, d'équipe, de passer de normale en 3x8, sans autre obligation que celle de l'exiger. Et, dans la plupart des cas, le travailleur resté un an ou plus au chômage après un licenciement ou une fermeture d'usine, bien content d'avoir trouvé quelque chose dans l'intérim, accepte.

Mais les patrons, tant qu'à faire, voudraient « légaliser » leurs pratiques, pouvoir garder un intérimaire qui fait l'affaire... mais surtout sans être obligé de l'embaucher en contrat indéterminé. Ils vou-

draient pouvoir recourir à du personnel intérimaire dans tous les cas — et, pourquoi pas, même après des licenciements. Et si tous les travailleurs étaient intérimaires, que la vie serait belle ! L'accord qui vient d'être signé, s'il maintient des limites, va « dans le bon sens ».

Bien sûr, cela n'est pas dit tout crûment. Le préambule de l'accord insiste même sur le fait que « le travail temporaire ne doit pas avoir pour but, ou pour effet, d'entraîner une transformation d'emplois permanents en emplois temporaires ». Il n'en reste pas moins que le texte assouplit les conditions de recours à l'intérim.

Un intérimaire pourra ainsi remplacer, pour une durée supérieure à six mois (durée théoriquement maximale

aujourd'hui), un salarié permanent absent pour cause, entre autres, de congé parental ou de service militaire. Ensuite, sur les contrats dits de « date à date », l'intérimaire pourra voir sa mission doubler dans le temps. Enfin, dans le cas de commandes exceptionnelles ou d'exportation, le contrat pourra voir sa durée maximale portée à 18 mois, contre six actuellement.

Quant au ministre du Travail, Michel Delebarre, à qui incombera la tâche de déposer à l'Assemblée le projet de modification de la loi, il a vu d'un bon œil reprendre des négociations syndicats/patronat, qu'il avait discrètement favorisées.

Annick MORIZET



ATHIS-CARS

La crainte a fait céder le patron

Au mois de janvier dernier, le patron d'Athis-Cars une entreprise de transport et de voyages en cars, avait été réveillé à 2 heures du matin par la grève des chauffeurs qui paralysait son entreprise. Après 4 jours de grève, le patron s'engageait, devant un médiateur nommé par le préfet, à augmenter les salaires de 5 % et à accorder 2 jours de congés hebdomadaires. Seulement, après 4 mois de négociations, le patron manœuvrait, cherchait à gagner du temps, négociait avec les représentants FO et CFTD non grévistes. Bref il essayait de berner les travailleurs.

A ce petit jeu, il n'a pas été gagnant. A bout de patience et ne voyant rien venir, des travailleurs d'Athis-Cars décidaient de lancer un mot d'ordre de grève qui a vite fait le tour du personnel, mais est aussi venu chatouiller les oreilles du patron. Le souvenir de la dernière grève étant encore très proche, le patron a finalement cédé sur un certain nombre de revendications.

Les plus bas salaires (une quarantaine de chauffeurs) sont augmentés de 14 %, passant de 4 900 F à 5 600 F. D'autres chauffeurs passent du coefficient 145 à 150, plus une augmentation de 5 % pour tous. Au garage, les mécaniciens ont obtenu 7 %, plus une prime d'outillage de 150 F (qui sera réaugmentée de 150 F dans 6 mois), ce qui fait une augmentation de plus de 400 F. Le laveur du garage obtient aussi 7 % d'augmentation, plus une prime mensuelle de 100 F. Le personnel administratif a aussi bénéficié d'une augmentation de salaire.

Les deux jours de repos hebdomadaire sont accordés définitivement, avec effet rétroactif à partir du 1^{er} mars. L'horaire de base mensuel passe donc à 169 h. et il y aura embauche de nouveaux chauffeurs.

Mais le patron est furieux d'avoir dû céder et le mouvement de chauffeurs lui est resté en travers de la gorge, comme les cars en travers du parking. Alors il essaye de se venger sur le responsable syndical, animateur du mouvement : il lui retire son car de voyage ultra-moderne, le prive de voyages pour le cantonner dans des parcours journaliers.

Correspondant LO

Dans notre courrier

Vivre avec 3 500 F par mois ?

Chers camarades,

Mon frère ne veut pas croire que certaines personnes puissent vivre avec seulement 3 500 F par mois. Je comprends que c'est difficile, mais le SMIC est bien de cet ordre-là ? Pourriez-vous l'en informer dans le prochain journal ? Merci.

Une sympathisante de Charente

Nous sommes bien d'accord avec ton frère. Nous non plus, nous ne croyons pas que l'on puisse vivre, vraiment, avec le SMIC aujourd'hui.

Et pourtant nombre de travailleurs sont contraints de joindre les deux bouts avec les 3.664,22 F qu'ils touchent (pour un SMIC à 4.315,92 F brut). Et cela signifie plus souvent les nouilles dans l'assiette que le steak.

Ainsi, *Le Nouvel Observateur* du 10 mai faisait état de l'échelle des rémunérations telles que les estime *L'argus des salaires* au 1^{er} avril 1985. Les caissières d'hypermarchés, employés aux écritures, manutentionnaires, ouvriers qualifiés, standardistes, sténodactylos, vendeurs, touchent le SMIC et rien de plus. Les ajusteurs, monteurs, conducteurs de machines, dactylos-facturières, aides-comptables, chefs-magasinières, employés administratifs, aides-soignants, eux, n'atteignent pas les 5 000 F par mois. Par contre, à l'autre bout, un directeur général débute en gros à 31 000 F. Les directeurs financiers, commerciaux, de marketing, des ventes, du personnel, responsables de trésorerie et autres contrôleurs de gestion émergent, quand ils commencent, à plus de 15 000 F, qui s'arrondissent d'ailleurs rapidement.

Mais beaucoup de gens ne touchent même pas ce « Salaire Mini-

mum Interprofessionnel de Croissance ». Sans parler des chômeurs, dont les ressources se réduisent comme peau de chagrin, ou des « sans-ressources » livrés à la charité publique.

Les jeunes, en particulier, sont loin du compte. Dans certains emplois, comme vendeuses ou manutentionnaires, même le SMIC est difficile à obtenir à l'embauche. Les experts cités par *Le Nouvel Observateur* estiment que le SMIC peut subir un abattement de 20 à 40 %. Ainsi, des jeunes se voient proposer des emplois pour 3 450 F et même 2 600 F par mois ! Et le rêve devient d'être « shampouineur » dans un salon de coiffure, coursier ou serveur dans un café, pour les pourboires.

Et bien des jeunes ne touchent que le pourboire. En particulier, les 261 000 jeunes en stages de formation ou d'insertion : 535 F par mois (740 F après le 16^e mois) pour les stages de formation alternée ; de 535 à 1 580 F pour les stages d'initiation à la vie professionnelle ; de 15 à 60 % du SMIC pour l'apprentissage ; de 17 à 75 % du SMIC pour les contrats de qualification ; 1 580,40 F pour les stages « jeunes volontaires », etc.

Sans oublier les fameux TUC (Travaux d'utilité collective) : 1 200 F par mois versés par l'Etat + 500 F éventuellement par l'employeur, pour un mi-temps. Soit, ramené à un temps plein, un salaire mensuel de 2 400 F à 3 400 F. Ils sont actuellement près de 100 000. Et, la recette paraissant bonne à l'Etat (des emplois sous-payés en toute légalité), leur nombre ne cesse de s'accroître.

Alors, comme tu le vois, pour bien des gens le SMIC est en train de devenir le « Salaire MAXIMUM imposé de Crise ».

BUDGET DE LA RECHERCHE

Encore un petit clin d'œil aux patrons

Laurent Fabius desserre les cordons de la bourse gouvernementale pour favoriser, paraît-il, au cours des trois années à venir, la Recherche, notamment celle du secteur industriel, parent pauvre en France.

Le budget civil d'Hubert Curien, l'actuel ministre de la Recherche et de la Technologie, si l'on tient compte des programmes déjà engagés, se verrait augmenté de 7,5 % en valeur réelle en 1986, par rapport à cette année. Par ces temps de vaches maigres, ce serait le mieux pourvu.

Mais, quand on y regarde de plus près, une partie non négligeable de cette augmentation de budget va servir à doubler les crédits d'impôts consentis aux industries qui pourront se targuer de faire un effort dans ce domaine et le plafond par industriel sera relevé à 5 millions de francs.

Histoire de ne pas s'intéresser exclusivement aux patrons, le projet prévoit bien que l'on stimulera la recherche individuelle, en permettant à un salarié qui le souhaiterait de se consacrer une année durant à un plan de recherche.

Et on laisse entendre que cela devrait amener à la création de 1 400 emplois de chercheurs et d'ingénieurs chaque année pendant trois ans. Mais

qui y croit ?

Venant de gens qui ont passé quatre ans au pouvoir, à soi-disant stimuler la création d'emplois — avec le succès que l'on sait — à coups de cadeaux et d'accommodements divers avec les patrons, ces nouvelles faveurs aux patrons ne sont pas étonnantes. Et si elles doivent les inciter à quelque chose, c'est sûrement à se frotter les mains.

A.G.

ECHOS DES ENTREPRISES

Le directeur du personnel est dangereux

Il y a quinze jours, une ouvrière du Câblage qui arrivait à l'entreprise a été renversée sur le parking. Immédiatement les pointeurs ont été sollicités pour appeler les pompiers.

Plusieurs minutes après, ils n'étaient toujours pas prévenus. Tout ça parce que les pointeurs avaient consigné, en cas d'accident d'appeler le pointeur-chef et que ce dernier n'était pas encore arrivé.

Il a fallu l'intervention entre autres du secrétaire du CE pour que les pompiers soient enfin prévenus. Les consignes stupides du directeur du personnel d'interdire pour quiconque d'appeler le SAMU ou les pompiers sans prévenir

d'abord l'infirmerie ou, en cas d'absence, le pointeur-chef, conduisent à ce genre de situation.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière Intertechnique (Plaisir - 78).

Ce que vous avez manqué !

Vendredi 17 avril, une rame TGV spécialement réservée au directeur général de la SNCF est partie de la Gare de Lyon, sous les yeux attendris de notre direction des Ateliers de Villeneuve.

Ils y sont allés, ils y étaient tous, du chef de production en passant par le chef d'atelier. Et ils étaient tous sur leur 31, et ça balisait ferme.

Il y aurait eu le moindre incident, et ils passaient tous dans leurs petits souliers !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-AMPSE.

La journée du 10 mai chez Renault



• A Billancourt

A Billancourt, la journée du 10 mai organisée par la CGT sur le groupe Renault a été diversement suivie selon les secteurs de l'usine. Dans les deux grands départements de production de l'île Seguin, le débrayage prévu à 11 h.30 pour l'équipe du matin a été très largement suivi par les travailleurs des chaînes, des Presses, de la Tôlerie et de la Retouche.

Sur certaines chaînes, comme en Mécanique, les travailleurs — en forte majorité immigrés — ont débrayé massivement. La production a d'ailleurs été totalement arrêtée jusqu'au changement d'équipe à 14 h.30, ce qui est assez exceptionnel pour un mouvement qui n'était pas localisé.

Il faut dire que la préparation avait été assez intense les jours précédents. Chaque jour, un tract, des assemblées de syndiqués, puis des assemblées sur les chaînes et enfin la grève du personnel des cantines avec pour conséquence la fermeture de celles-ci, tout cela a joué, mais aussi bien sûr l'inquiétude des travailleurs face au plan de restructuration.

Par rapport à la grève des cantines, un épisode comique a eu lieu : la direction, tentant de dissuader les travailleurs de faire grève, a organisé — chef de département et agents de maîtrise en tête —

une distribution de casse-croûte ; il ne leur manquait que le tablier !

Bien que la CFDT n'ait pas appelé à Billancourt et même ait tenté de mobiliser ses militants contre l'action, en écrivant que cette grève était une grève politicienne et inefficace, ici et là, des militants CFDT ont appelé au débrayage, et y ont participé.

Bien suivi aussi dans les ateliers de professionnels, le débrayage n'a eu par contre que peu d'impact dans les bureaux, chez les mensuels et techniciens, qui représentent quand même plus de la moitié de l'effectif total de Billancourt, Siège et Centre Industriel Billancourt réunis.

Organisant le départ de la manifestation en cars — plus d'une trentaine était prévue — la CGT avait pris la précaution de vendre avant des tickets de participation de 5 F. Prenant la tête du cortège, Billancourt regroupait environ 1200 travailleurs. « Non à la casse de Billancourt » « Oui à un plan de redressement de Renault » ou « Rapprochement des fabrications de l'étranger » ou encore « 50 % du marché automobile français, oui c'est possible » : tels étaient les slogans et l'ambiance générale du cortège. A l'intérieur du cortège, des travailleurs regroupés autour de militants révolutionnaires avaient choisi de

participer à la manifestation avec des pancartes disant entre autres : « Le déficit, il n'est pas dans la caisse, mais dans notre porte-monnaie », ou « Leur gestion on s'en fout, agissons pour nos salaires et contre les licenciements » ou « Du Mexique à Billancourt, face à la multinationale Renault, solidarité de tous les travailleurs du groupe ». Cela tranchait avec l'ambiance générale. Et cela tranchait tant pour certains militants de la CGT, qu'ils ont tenté d'arracher ces pancartes et d'expulser les porteurs ; ce à quoi ils ne sont d'ailleurs pas parvenus, du moins pour le cortège de Billancourt.

Cette journée d'action fut davantage la manifestation de la CGT que celle des travailleurs de Renault contre les projets du gouvernement.

Mais beaucoup ont saisi l'occasion de montrer leur mécontentement devant les menaces de la direction.

Et à Billancourt, au lendemain du 10 mai, les travailleurs ne ressentaient pas cette action comme un échec — comme s'est plu à le présenter la presse. Dans les secteurs où le 10 mai a été suivi, le moral était plutôt meilleur qu'avant. Cependant les interrogations demeurent et beaucoup de travailleurs attendent les prochaines déclarations de Besse, lors du CCE des 21 et 22 mai.

Correspondant LO

• A Flins

A Flins, pour la journée d'action dont la CGT avait pris l'initiative à l'échelle nationale, les syndicats CGT et CFDT appelaient à un débrayage de quatre heures dans chaque équipe. Le débrayage fut assez peu suivi, tant dans les ateliers de professionnels que dans ceux de production. Seul le milieu des militants syndicalistes a suivi.

Les travailleurs ressentent la situation de l'usine comme un peu particulière au sein de la Régie. C'est à Flins qu'est fabriqué le dernier modèle de Renault, la « supercinq ». Depuis son lancement, il n'y a que très peu de jours chômés et la maîtrise demande très régulièrement des volontaires pour faire des heures supplémentaires, après l'équipe ou le samedi. On a même vu certains secteurs de production,

les ouvriers, travailler le mercredi 1^{er} mai avec des volontaires.

Dans ces conditions, les travailleurs se sentent moins visés, à Flins, par les menaces de licenciements que dans les autres usines de la Régie, et beaucoup pensent qu'il vaut mieux attendre le contenu du plan Besse.

Une centaine de militants, de la CGT surtout mais pas seulement, se sont rendus à la manifestation de Paris. Parmi eux, un petit groupe affirmait à l'aide de pancartes que le problème n'est pas de conseiller des plans de rechange au patron pour sa gestion des capitaux, ou sa « stratégie » internationale d'investissement, mais que tous les travailleurs de Renault, « du Mexique à Billancourt », défendent par la lutte leurs intérêts.

Correspondant LO

• A RVI - Limoges

A RVI Limoges, la situation est plutôt critique, 2 800 salariés jusqu'en 1977 à peu près ; 2 000 environ, aujourd'hui à coups de départs FNE, de plus en plus tôt (les travailleurs partent maintenant en pré-retraite à partir de 55 ans).

Malgré ces départs, la direction envisage encore des licenciements secs dont elle va probablement donner le détail à la fin du mois. Environ une centaine de travailleurs sont déjà expédiés sur d'autres sites (Annonay, Blainville, etc.) et on fait pression sur eux pour qu'ils acceptent une mutation définitive.

Des rumeurs plus ou moins fondées circulent selon lesquelles la direction voudrait se débarrasser de l'usine de Limoges. Sans en arriver jusque-là, peut-être une baisse importante des effectifs est à craindre. Tout cela inquiète sérieusement les travailleurs de RVI Limoges. Après trois ans de quasi-silence, la CGT aujourd'hui essaie de remobiliser l'ensemble de l'usine. Mais cela n'est pas sans difficultés, l'ambiance étant plutôt à la démoralisation. Un premier débrayage d'une heure a eu lieu début avril appelé par la CGT seule. 300 travailleurs seulement ont débrayé. Le mercredi 24 avril, les trois syndicats appelaient à nouveau à une heure de grève qui fut très bien suivie puisque environ 1 500 travailleurs se retrouvaient dehors.

LA JOURNÉE DU 10 MAI

La CGT a appelé seule aux 24 h. de grève prévues sur le groupe, la CFDT jugeant cette grève « politicienne ».

Pour préparer la manifestation centrale à Paris, la CGT avait organisé des réunions par bâtiments. Au cours de ces réunions, un certain nombre de travailleurs parmi les plus combattifs se sont montrés réticents ou même hostiles à cette tactique, proposant plutôt d'organiser à fond la grève de 24 h. sur place, dans chaque site avec manifestation et appel à la population locale. A tel point, que dans la semaine, révisant ses positions, la CGT distribuait un tract appelant également à un rassemblement à 8 h. devant la porte de l'usine, le 10. A 6 h., deux cars (une centaine de personnes) sont partis pour Paris et nous nous sommes retrouvés environ 150 à 8 h. devant la porte. Une manifestation en voiture a été organisée dans la ville. Le slogan était « RVI Limoges vivra ». A la suite de ça, une délégation d'environ 60 travailleurs a été reçue par le maire de Limoges, le sénateur socialiste Longueque qui a confirmé qu'il y aurait des licenciements. Certains travailleurs en colère, lui ont demandé si lui, le maire, s'engageait à les embaucher à la mairie ou s'il faudrait lui amener les gosses à nourrir. Par la même occasion, il a été question des impôts locaux scandaleusement élevés dans les quartiers ouvriers.

Après s'être heurtée aux portes fermées de la préfecture, la petite manifestation s'est terminée à la chambre patronale.

Les trois syndicats discutent maintenant d'organiser ensemble une journée de grève avec marche sur Limoges.

Correspondant LO



Victor Hugo :

Tout un chacun garde dans un coin de mémoire quelques vers, quelques débuts de poème de Victor Hugo, appris sur les bancs de l'école communale : « O combien de marins, combien de capitaines... » ; « Demain, dès l'aube... ».

A l'occasion du centenaire de la mort de Victor Hugo une vaste publicité lui est faite dans les librairies, le métro parisien, par les bons soins du ministère de la Culture. Et Hugo serait devenu « le personnage le plus populaire de l'année ».

Il est loin, cependant, le temps où l'enterrement de Victor Hugo déplaçait un million de personnes, de toutes les classes sociales, où le peuple de Paris lui faisait un triomphe, à son retour d'exil après l'abdication de l'empereur Napoléon III, en 1870.

Victor Hugo partage avec quelques autres, Tolstoï à l'époque en Russie, en France Zola ou Sartre, cette gloire d'avoir été un peu plus qu'un écrivain ; d'avoir à un certain moment de sa vie incarné les espoirs, les appétits de justice des masses. De telles réputations ne se font pas sans malentendus et illusions, c'est inévitable. Elles sont néanmoins révélatrices : celui qui est l'objet d'un tel culte avait des choses à dire ; du moins a-t-il dit des choses qu'à l'époque beaucoup avaient envie d'entendre.

LE CHANTRE DES ROIS

Victor Hugo, devenu à la fin de sa vie le symbole vivant de la Troisième République bourgeoise, commença sa carrière comme poète quasi officiel des rois Louis XVIII et Charles X.

Lauréat, dès l'âge de 15 ans, du concours de poésie de l'Académie française, Victor Hugo reçut en 1819 le « Lys d'or » pour son ode. Sur le rétablissement de la statue de Henri IV, et célébra alors dans ses poèmes les événements heureux ou malheureux qui affectèrent la famille royale. A l'occasion de l'assassinat de

l'héritier du trône, encore une *Ode pour la mort du Duc de Berry*. Puis, un peu plus tard, une *Ode pour le sacre de Charles X*.

Ce sacre de Charles X marquait la volonté de retour à l'Ancien Régime, ressenti par l'opinion libérale comme une provocation délibérée. Victor Hugo, lui, était royaliste, ultra et engagé. Il est vrai qu'il était jeune, qu'il avait juste un peu plus de vingt ans.

PREOCCUPATIONS SOCIALES ET DEBOIRES AVEC LA CENSURE

A côté d'œuvres d'un conformisme affligeant, on trouvait cependant déjà la marque de préoccupations sociales. Son premier roman, *Bug-Jargal*, relatait la révolte des Noirs à Saint-Domingue et contenait une violente dénonciation de l'esclavage.

Hugo finit quand même par se brouiller avec le régime à la veille de la révolution de 1830. En 1829, il écrivait *Marion Delorme*, pièce dans laquelle il présentait Louis XIII comme un idiot mélancolique et Richelieu comme le génie du mal. Charles X et sa censure interdirent la représentation. Le pouvoir avait marché sur les pieds du poète et l'« ultra » devint sans trop de difficultés un révolutionnaire du lendemain, après la chute du régime, en juillet 1830.

1848

En février, 1848, sous la pression de l'insurrection ouvrière, la majorité des hommes politiques, à l'exemple de Lamartine, se découvrent une fibre républicaine. Victor Hugo, pour sa part, conserve sa fidélité au monarque déchu et défend, devant les manifestants, la régence de la Duchesse d'Orléans.

En juin 1848, lorsque les républicains de la veille ont poussé le prolétariat à la révolte par la dissolution des ateliers nationaux, Victor Hugo se range résolument du côté de l'ordre. Il marche contre les barricades. Mais il cherche aussi à comprendre les aspirations des ouvriers qu'il combat. Dans une période où les principaux hommes politiques et écrivains déversent un flot d'ordures pour stigmatiser l'insurrection, lui-même écrit : « Au fond de cette immense erreur, on sentait la souffrance

du peuple. C'était la révolte des désespérés. » Et il s'indigne des excès de la répression.

La sympathie qu'il ressent pour les vaincus conduit le député conservateur qu'il était à prôner des mesures sociales et à rejoindre les rangs républicains, au moment où le personnel politique bourgeois, une fois la crainte du prolétariat passée, retourne à ses opinions monarchistes ou se place dans le giron du futur Napoléon III. Victor Hugo prend le contre-pied des idées dominantes dans son propre milieu. Il porte alors son regard sur les aspects de la société qui dérangent les possédants, il enquête dans les taudis du Nord, ou dans les prisons. Il est à contre-courant, et il forge les personnages de Gavroche, Jean Valjean et Cosette, qui vivent toujours dans la conscience populaire.

LA NAISSANCE DE LA LEGENDE

Député à l'Assemblée les derniers mois qui précédèrent le coup d'Etat bonapartiste, Victor Hugo se battit contre la réaction montante, contre les menaces qui pesaient sur la République. Il chargea contre le parti de l'ordre, qui voulait confier l'enseignement à l'Eglise pour maintenir le peuple dans le droit chemin. Et il fut le premier à le faire au nom du « droit de l'enfant » à l'instruction, à « l'enseignement primaire obligatoire ». La liberté de la presse était attaquée. Il la défendit. Sur ses carnets, il nota ces mots méprisants : « Loi sur la presse : le jour discuté par les hiboux. ». Dans un discours à la Chambre de juillet 1851, alors que se profilait l'ombre du coup d'Etat, Hugo déclara : « La France ne sera tranquille que lorsque, par la puissance des institutions qui donneront du travail et du pain aux uns et qui ôteront l'espérance aux autres, nous aurons vu disparaître du milieu de nous tous ceux qui tendent la main, depuis les mendiants jusqu'aux prétendants. »

Le rapprochement audacieux fut peu apprécié du « prétendant », d'autant plus que Hugo inventa ces jours-là le fameux surnom : « Napoléon le petit ».

« UNE HANTISE ET UN COMBAT, LA PEINE DE MORT »

Là-dessus, Victor Hugo n'a jamais varié tout au long de son existence. Avant même d'être l'objet d'une condamnation intellectuelle, la peine de mort lui inspira horreur et révolte, toute sa vie.

En 1823, il assista personnellement à une exécution capitale à Paris, spectacle public à l'époque. Hugo avait été entraîné là par un de ses confrères, mais il n'eut pas le cœur de rester jusqu'au bout.

Le dernier jour d'un condamné fut une de ses premières œuvres. Quelqu'un qui dit « je », sur lequel nous ne savons rien, ne saurons rien, dit ses pensées : « Je pense... que je ne penserai plus ce soir » ; ses angoisses qui s'expriment sous forme de cauchemars, sa totale solitude, l'impossibilité du dialogue avec ceux qui l'entourent. L'œuvre est impressionnante.

Par la suite, Hugo essaya inlassablement de faire partager son horreur de la peine de mort. Dans *Les Misérables*, monseigneur Myriel accompagne un condamné à la guillotine. Gwynplaine enfant, dans *L'homme qui rit*, se trouve face à face, dans la nuit, avec un monstrueux gibet. Un poème d'inspiration sociale, *Mélan-*

cholia dans *Les Contemplations*, se termine sur une vision de cauchemar : « Deux poteaux soutenant un triangle hideux qui sortent lentement du noir pavé des villes. »

Toute sa vie, Hugo participa à des manifestes, des pétitions, des tentatives diverses pour faire abolir la peine de mort dans divers pays européens. Il intervint surtout et partout en faveur de grâces individuelles. Il se battit, sans succès, pour obtenir des Etats-Unis celle de John Brown, citoyen américain qui avait organisé en 1859 une révolte contre l'esclavagisme en Virginie. Il rédigea dans les journaux une protestation publique : « Entre le Sud et le Nord, il y a le gibet de Brown... L'Union américaine peut être considérée comme rompue... »

Il ne réserva pas ses interventions aux condamnés qui avaient sa sympathie politique. Il intervint aussi pour des droits communs. En 1854, à Guernesey, il mena une campagne publique contre le gouvernement anglais, pour sauver du gibet un certain Taner. Hugo écrivait : « L'homme, un assassin, est peu intéressant ; mais le gibet l'est encore moins ».



un grand écrivain bourgeois, populaire. —

Le coup d'Etat accompli, Hugo fut de ceux qui tentèrent de résister. Avec quelques amis, il rédigea et fit placarder un appel aux armes. Il parcourut les rues en fiacre pour appeler à la résistance, et s'aperçut alors de la relative indifférence populaire, du fossé qui, depuis juin 1848, s'était creusé entre les républicains et les travailleurs. Averti que les sbires de Napoléon en voulaient à sa vie, Hugo passa clandestinement la frontière : ce fut le début de l'exil légendaire qui dura jusqu'à la chute de l'Empire en 1870.

Avec l'exil, la voix des *Châtiments* se fit bientôt entendre, la voix de la colère, du mépris, de l'émotion. « *Singe* », « *gueux* », « *bandit féroce* », l'imagination de l'auteur fut inépuisable contre Napoléon III.

Evocant une vieille femme qui tient sur ses genoux son petit-fils de sept ans que des soldats dans la rue viennent de fusiller, Hugo écrit : « *Vous ne compreniez point, mère, la politique. Monsieur Napoléon, c'est son nom, est pauvre et même prince. Il aime les palais. Il lui convient d'avoir des chevaux, des valets, de l'argent pour son jeu, sa table, son alcôve... C'est pour cela qu'il faut que les vieilles grand-mères causent dans le linceul des enfants de sept ans* ».

Et les *Châtiments* trouvent le chemin de la France. Tous les chemins possibles, illégaux. On en roule dans des cigares ; on en emporte quelques exemplaires dans un buste du président dévissé.

Un nouveau brûlot contre l'Empire fut l'achèvement et la publication des *Misérables*. « *Tant que les trois problèmes du siècle, la dégradation de l'homme par le prolétariat, la déchéance de la femme par la faim, l'atrophie de l'enfant par la nuit, ne seront pas résolus... des livres de la nature de celui-ci pourront ne pas être inutiles* » annonçait la préface du livre. Et Hugo resta sourd aux ouvertures de Napoléon III. Il resta sur son rocher jusqu'à la capitulation de Sedan.

Son retour à Paris fut un triomphe. Il arriva à la Gare du Nord, le 5 septembre 1870, en soirée. « *Une foule immense m'attendait. Accueil indescriptible. J'ai parlé quatre fois : une fois au balcon d'un café, trois fois de ma calèche. En me séparant de cette foule toujours grossie, j'ai dit au peuple : vous me payez en une heure vingt ans d'exil. On chantait la Marseillaise et le Chant du départ. On criait : « Vive Victor Hugo ». A chaque instant on entendait dans la foule des vers des Châtiments* ».

Partout, dans la ville, des théâtres annoncèrent des lectures publiques des *Châtiments*. Le poète annonça que les bénéfices seraient consacrés à l'achat de canons pour la défense contre les envahisseurs prussiens. Entre Hugo et le peuple de Paris, une histoire d'amour commençait.

LA COMMUNE ET LE SOCIALISME

Victor Hugo ne participa pas à la Commune ; il ne fut pas du côté des Communards : « *Je*

n'étais pas avec eux », écrivit-il dans « *L'indépendance belge* », peu après la fin de la Commune.

Mais pendant la Semaine Sanglante et la répression qui continua longtemps après, on entendit à nouveau sa voix : « *J'offre l'asile place des Barricades n° 4... Si l'on vient chez moi prendre un fugitif de la Commune, on me prendra. Si on le livre, je le suivrai. Je partagerai sa sellette. Et, pour la défense du droit, on verra à côté de l'homme de la Commune, qui est le vaincu de l'Assemblée de Versailles, l'homme de la République qui a été le proscrit de Bonaparte...* » écrivait-il le 27 mai 1871.

C'était une époque où de tels mots engageaient.

La nuit suivante, sa maison était assaillie par une bande de jeunes réactionnaires : jets de pierres, cris et menaces de mort.

Contre la répression Hugo fut encore du côté des vaincus, comme en juin 1848.

Mais, pas plus qu'il ne fut communard, Hugo ne fut socialiste. Ses positions sur ce sujet ont évolué au cours de son existence. En juin 1849, à l'Assemblée, il parlait d'« étouffer les chimères du socialisme sous les réalités de l'Evangile ». Il s'interrogeait toutefois : « *Est-ce à dire que dans cet amas de notions confuses, d'aspirations obscures, d'illusions inouïes, d'instincts irréflechis, de formules incorrectes... il n'y ait rien de vrai, absolument rien de vrai ?* » Ses années d'exil, de lutte contre le pouvoir bonapartiste l'amènèrent à reconsidérer la question. En août 1869, il précisait ce qu'était pour lui le socialisme : « *Le socialisme est vaste et non étroit... En même temps qu'il pose l'importante question du travail et du salaire, il proclame l'inviolabilité de la vie humaine, l'abolition du meurtre sous toutes ses formes, la résorption de la pénalité par l'éducation. Il proclame l'enseignement gratuit et obligatoire. Il proclame le droit de la femme, cette égale de l'homme. Il proclame le droit de l'enfant, cette responsabilité de l'homme. Il proclame enfin la souveraineté de l'individu qui est identique à la liberté. Qu'est-ce que tout cela ? C'est le socialisme. Oui. C'est aussi la République* ».

Victor Hugo, tirait plutôt le socialisme à lui. Il évacuait tout ce qui le gênait dans le socialisme. Le problème de la propriété d'abord, principe auquel il était viscéralement attaché.

Celui de la légalité, surtout, et du respect de l'ordre établi. Davantage de liberté, de justice sociale, Hugo était pour, à fond. Mais la violence révolutionnaire le faisait immédiatement reculer. Et pas seulement parce qu'il y avait le mot « violence ». Il avait su appeler aux armes lors du coup d'Etat de Napoléon ; mais au nom de la légalité républicaine, jamais remise en question. L'injustice sociale, les excès du pouvoir, expliquaient à ses yeux les révolutions, mais ne les légitimaient pas.

Attachement à la propriété, à l'ordre, ce sont là des critères de classe. Malgré sa générosité et ses révoltes, Hugo resta très fermement, au moment des choix décisifs, un membre de sa classe sociale : la bourgeoisie.

LIRE...

L'année du centenaire, c'est une bonne occasion pour lire et relire les œuvres de Victor Hugo, que les éditions de poche rééditent amplement ces temps-ci. Hugo a été à la fois poète, dramaturge, romancier. Il a laissé une œuvre immense, que les érudits ont à peine fini de classer et de répertorier.

Les amateurs de poésie n'ont que l'embarras du choix. Hugo s'est illustré dans tous les registres, depuis les récits épiques de la Légende des siècles jusqu'aux œuvres engagées que sont Les Châtiments et L'année terrible, évocation de la Commune, en passant par des recueils d'inspiration plus intime comme Les Contemplations, où il a voulu faire un bilan de sa vie. C'est l'occasion de découvrir qu'Hugo ne se limite pas à l'image un peu réductrice que nous en a laissée l'école : le père affligé de la mort de sa fille ou le bon papa gâteau de Jeanne au pain sec (extrait de L'art d'être grand-père).

On peut prendre plaisir à lire le théâtre de Hugo. Ruy Blas, Hernani, Marion de Lorme, Le roi s'amuse, Cromwell, la liste est encore longue, théâtre riche en rebondissements, en passages brusques du rire aux larmes. Mais la richesse des décors romantiques, le rythme de l'action rappellent que c'est d'abord un spectacle.

Quant aux romans, évidemment, il y a Les Misérables, dont Gavroche et Cosette sont devenus célèbres.

Mais l'œuvre romanesque recouvre un vaste panorama : le Paris du Moyen Age avec Notre-Dame de Paris, l'Angleterre du temps de la reine Anne avec L'homme qui rit, ou bien une révolte de Noirs à Saint-Domingue en 1791, Bug-Jargal et bien sûr Quatre-vingt-treize où les Vendéens et les révolutionnaires s'affrontent et où Hugo se réconcilie avec la Révolution française. Là aussi, pour ne citer que les œuvres les plus connues.

Hugo n'est pas un romancier réaliste à la Zola, restituant fidèlement une époque ou un milieu. La vérité psychologique des personnages n'est pas non plus son souci majeur. L'intérêt de ses œuvres est ailleurs. Il se projette dans l'époque, dans les personnages, nous fait partager ses rêves, ses visions, son angoisse et son désespoir parfois. Le héros de L'homme qui rit, bafoué à la Chambre des lords, c'est Hugo à la tribune de l'Assemblée sous la II^e République, tenant tête aux sarcasmes, à l'immense chahut du parti de l'ordre. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Lire un roman de Hugo, c'est passer quelques heures avec lui, compagnie passionnante souvent, horripilante parfois, quand il s'abandonne un peu trop à ses tics métaphysiques, mais rarement ennuyeuse.

Ceux qui aiment peuvent entreprendre avec lui la traversée du siècle en lisant Choses vues que Folio vient de rééditer. De 1830 à 1885, c'est une sorte de journal de la vie publique de Hugo : conversations avec Louis-Philippe, dans l'intimité, croquis sur le vif pris à l'Académie, à la Chambre des pairs, plus tard ambiance de Paris sous le siège, les animaux du jardin des Plantes transformés en rôti : « l'éléphant a pleuré ». Mais il n'en a pas moins fini sur la table. C'est toute une époque qui nous est restituée à travers ces notes.

Un grand roman populaire, « Les Misérables »

A peine sorti des presses, le livre avait déjà sa légende. Ses premiers lecteurs furent les typographes, qui pleurèrent en corrigeant les épreuves. Les ouvriers formèrent des groupes de lecteurs qui se cotisèrent pour l'achat des dix précieux volumes.

L'avenir allait confirmer ce succès. On ne compte plus les adaptations cinématographiques des *Misérables*, de Cosette et son balai, son ravissement ébloui devant sa première poupée : de Gavroche et sa chanson, défiant la mitraille sur les barricades.

Pour écrire *Les Misérables*, Victor Hugo a enquêté sur la prostitution, il a assisté au ferage des forçats à Bicêtre, il a visité le bagne de Toulon.

Les Misérables sont aussi une fresque historique de la période qui s'étend de 1815 à 1848. Victor Hugo y dépeint au passage la bataille de Waterloo, le roi Louis-Philippe, les funérailles du Général Lamarque en juin 1832, les barricades de juin 1848.

Les Misérables, c'est le roman d'une génération marquée par la Révolution française, qui supporte d'autant plus difficilement les inégalités sociales que la Révolution a éveillé l'espoir d'une société meilleure.

Victor Hugo a donné un sens à la fois militant et mystique au roman ; c'est la lutte contre la misère qui dégrade l'humanité. Mais c'est aussi, à la lumière des chandeliers de l'évêque, le

chemin de croix parcouru par l'ancien forçat repent et enrichi Jean Valjean qui, de dépouillement en dépouillement, d'abord riche bourgeois quelque peu pharisien, puis rentier modeste, enfin vieil homme seul et pauvre, s'approche lentement de la sainteté.

Bien des lecteurs y voient plus simplement un grand roman à suspense, où l'on se demande si le héros réussira à échapper à l'affreux Javert. On peut y voir une grande fresque historique, où passe le souffle des barricades et de la révolution. Mais, quelle que soit l'interprétation choisie, le livre empoigne, émeut toujours, et *Les Misérables* n'ont pas fini de faire pleurer...

Paul Lafargue, féroce..

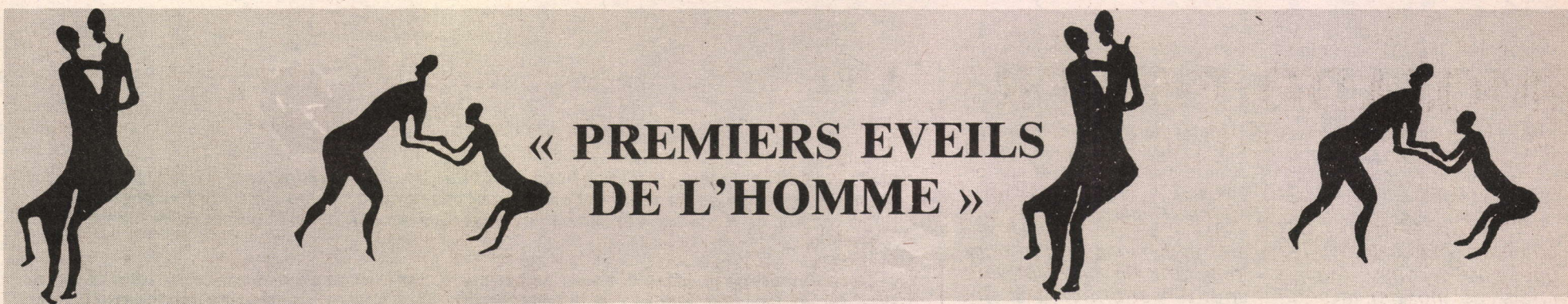
Hugo et son œuvre ont eu des adversaires aussi passionnés que ses admirateurs. A droite, bien sûr, parmi la bourgeoisie bien-pensante, mais à gauche aussi. Parmi les détracteurs virulents, le militant socialiste Paul Lafargue, gendre de Marx, dont le pamphlet contre Victor Hugo, écrit quelques jours après l'enterrement, vient d'être réédité.

Lafargue était exaspéré par le culte hugolien, par le « deuil national », mélange de cérémonie bourgeois et de grande kermesse populaire.

Pour Lafargue, Hugo était un écrivain toujours du côté du manche, sauf une fois par erreur où « *il prit le prince Napoléon*

pour un imbécile dont il souhaitait faire un marche-pied ». L'exil et *Les Châtiments* auraient donc leur origine dans un poste de ministre refusé. Lafargue reconnaît que, du coup, « *ses vers, que les amplifications oiseuses et des comparaisons étourdissantes rendent d'ordinaire si froides, s'animent et vibrent de passion* ».

Lafargue n'aimait vraiment pas Hugo. Mais dans une atmosphère de culte dévôt où se noyaient toutes les oppositions, il avait le mérite de rappeler quelques vérités premières : qu'Hugo était avant tout un membre de sa classe sociale et qu'il aimait les sous. C'était vrai aussi.



« PREMIERS EVEILS DE L'HOMME »

« ART, MAGIE, SEXUALITE DANS LA PREHISTOIRE »

de Louis-René Nougier

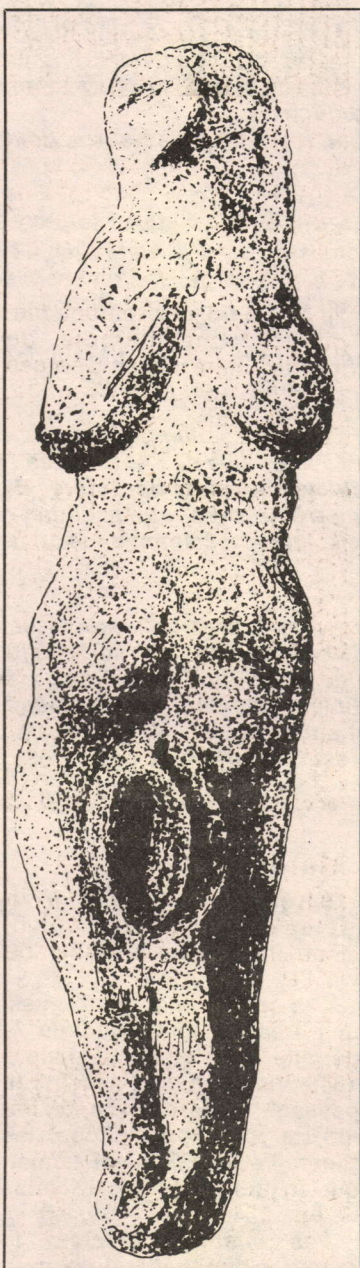
Cet ouvrage n'est pas un traité de préhistoire, mais un essai qui se donne pour objectif de déceler, au travers d'indices souvent fugitifs, comment, dans la dernière période de son évolution, l'homme préhistorique est devenu un homme pleinement humain.

L'auteur a le mérite de procéder par petites touches, en essayant de s'en tenir scrupuleusement aux faits et en se méfiant de toute spéculation hasardeuse.

Après avoir, dans les premières pages, décrit ce que l'on sait ou ce que l'on pense savoir des principales étapes de l'évolution physique de l'homme depuis plusieurs millions d'années, l'auteur note que l'homme ne peut se résumer à des critères physiques, que c'est un être social et qu'il convient de retracer avec soin l'éveil des premières manifestations de sa conscience.

Le facteur décisif de l'humanisation est la fabrication des outils de pierre. Le choc du percuteur sur le galet ou le silex va permettre la création d'instruments de plus en plus élaborés. La transmission des connaissances, des progrès techniques et le fini parfaitement gratuit, artistique, des pierres taillées témoignent à la fois du développement de l'intelligence et de préoccupations qui deviennent nettement humaines.

Les autres traces sont fugitives et difficiles à interpréter.



La découverte de sépultures serait-elle une manifestation de préoccupations de l'au-delà ? Peut-être. Mais peut-être pas. Nougier estime que l'on n'a guère trouvé plus d'une trace d'inhumation pour 100 mil-

lions d'hommes de Néanderthal. Il est donc évidemment difficile de généraliser, en affirmant que les néanderthaliens enterraient leurs morts.

Les mains mutilées que l'on découvre sur la grotte de Gargas sont-elles la preuve que l'homme de Cro-Magnon avait des rituels sanglants, ou bien venait-il simplement les enduire de boue pour se soigner ?

Par contre, des interventions minimes en apparence, comme l'aiguille en os, ont permis non seulement les vêtements de peaux cousus, la fabrication de tentes, de kayaks, mais aussi de récipients de cuir qui permettaient de bouillir la viande, de faire des soupes.

L'art préhistorique révèle bien sûr le développement du sentiment artistique chez les hommes des cavernes. Mais ils étaient loin d'être tous des Michel-Ange, et l'ancienneté n'a pas empêché la médiocrité.

Par contre, les dessins et peintures sur les parois des cavernes du XV^e au X^e millénaire avant J.-C. représentent l'apogée d'un art animalier en pleine ascension, qui disparaîtra avec l'abandon de la chasse aux grands mammifères.

Les vulves gravées sur les parois des grottes seraient-elles la preuve des obsessions sexuelles de l'homme préhistorique ? En fait, 1 % des représentations d'animaux et 0,8 % des représentations humaines ont un sexe nettement dessiné. Cela fait peu, pour

des obsédés ! Si, pour l'homme préhistorique, les seins des statuettes sculptées symbolisent la féminité, leur sexe est la plupart du temps absent. Et si, pendant vingt millénaires, à l'époque des grandes glaciations, l'homme préhistorique a gravé ces statuettes nues, dans la pierre ou l'os, c'est peut-être un signe de l'éveil de l'amour, de la douceur et de la tendresse de l'homme pour sa compagne.

Le tête-à-tête de l'Adam et Eve de Rouffignac, au XII^e millénaire avant J.-C., les deux oiseaux représen-

tés volontairement côte à côte sur un propulseur trouvé au Mas d'Azil, sont-ils la trace d'une véritable révolution sentimentale ? Nougier le laisse entendre. Pour lui, l'accouplement face à face, qui n'est représenté qu'à partir du IV^e millénaire, n'en est que l'aboutissement. Pour Nougier, « la préhistoire finit et l'amour commence ».

GIL LANNOU

Premiers éveils de l'homme — art, magie et sexualité dans la préhistoire de Louis-René Nougier, éd. Lieu Commun, 95 F.

Ils seront présents à la Fête de Presles, le 25 mai : Oymak (folklore de Turquie)

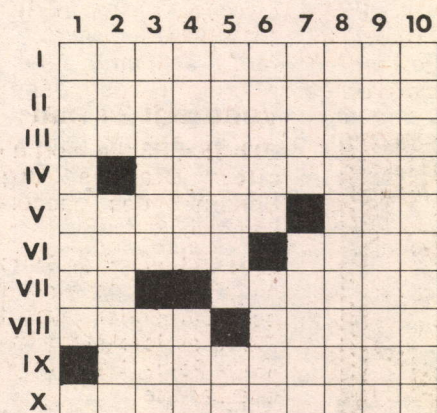


Oymak est un groupe d'enfants turcs qui exécutent les danses folkloriques de ce pays.

Ils nous ont expliqué qu'il a été retrouvé plus de 4 000 danses folkloriques turques et qu'il en existerait près de 15 000.

A la fête ils exécuteront les danses d'une région du Sud-Est : Garantiep. Les danses qu'ils nous présenteront sont celles avec lesquelles on célèbre les fêtes, les mariages, les bonnes récoltes. Ils nous promettent de l'entrain et de la joie.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Applique une recette de confiseur. II. Dérèglements. III. Au commencement. IV. Taillera. V. Logement d'un compagnon - A la récré. VI. Blessée - Participation. VII. Erbium - Son point est un indice. VIII. H₂O + CO₂ - Tira le portrait. IX. Mit en pièces. X. Toujours riches.

VERTICALEMENT

1. Cercles. 2. Dignitaire - Mesure de longévité. 3. Difficiles à avaler - Jamais la dernière. 4. Monte-en-l'air de classe - Allié. 5. Une calotte « partageuse » - Sans foi (phonétiquement). 6. Protège la couronne - Patrimoine inversé. 7. Piano - En met plein la vue. 8. Pistonner. 9. Elle est fumier. 10. Brûleras.

Solution du problème précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	C	L	E	M	E	N	C
II	N	U	E	E	S		M	E	R
III	C	R	S		T	R	E	V	E
IV	O	S		R	E	S	C	A	P
V	M	E	R	Y		H		I	N
VI	P	R	E	T		S	E	P	S
VII	R	Y	T	H	M	E		E	S
VIII	I		E	M	E	R	I	S	A
IX	S	E	N	E	G	A	L	A	I
X	E	L	U	E		C	E	S	T

«MOJADO POWER»

de Alfonso Arau

C'est au travers d'une comédie musicale burlesque que Alfonso Arau a choisi de montrer la situation des immigrants mexicains clandestins aux Etats-Unis, les « mojados », c'est-à-dire les « mouillés ».

On suit donc, grâce aux tribulations de Neto, l'immigrant naïf et débrouillard à la fois, le parcours du « mojado ». Les rebondissements y sont multiples, les gags et les chansons aussi. D'abord c'est le passage de la frontière... où il arrive d'être clandestin chez les clandestins, comme Neto, trop fauché pour payer son passage, qui s'accroche en douce derrière le minibus des passeurs. Puis c'est les USA. Du travail ? Il n'y en a pas... mais il y a des Mexicains partout : dans les stations-service pour prêter une voiture, faire le plein au compatriote démuni (« les

Américains n'y voient rien »); dans les teintureries, pour lui refiler les vêtements oubliés par les clients ; dans les belles villas des Américains, pour prêter les clefs de leurs patrons ; etc., etc. Enfin, Neto s'en sort : il tourne en ridicule les corps de police américains spécialisés dans la chasse aux immigrants, « la Migra », et grâce à lui les « mojados » créent même un mouvement, le « Mojado Power », où tous s'entraident. Hélas, la « Migra » veillait et va prendre sa revanche...

L'humour est sans doute parfois un peu lourd, mais Mojado Power a quand même le mérite de montrer ce que la société américaine fait vivre à 4 millions d'immigrés mexicains qui, eux, ne rient pas tous les jours.

Nelly MEYER

« Liberté, égalité, choucroute » :

de Jean Yanne :

INDIGESTE !

La Révolution française, vue et corrigée par Jean Yanne, veut peut-être être à la fois une parodie de la Révolution française et d'hommes politiques d'aujourd'hui. Ce n'est ni l'un, ni l'autre, et c'est lourd, très lourd.

Louis XVI est un serrurier plutôt qu'un roi. Marie-Antoinette, une bergère entichée des moutons. Un couple bien inoffensif, même s'il ne brille pas par son intelligence.

De l'autre côté, il y a la gauche respectueuse : Robespierre, Danton, Desmoulins, Saint-Just, qui rêvent d'arriver au pouvoir, mais surtout pas en s'appuyant sur le peuple qu'ils méprisent et craignent. Ils crient « A bas le roi », puis « Vive le roi » en fonction des circonstances ; prennent la fuite dès qu'ils sentent qu'un danger plane sur leur personne. Une caricature de nos socialistes actuels.

Et puis, il y a l'ennemi de tous : Marat, alias Jean Yanne, le représentant du peuple. Un despote qui exploite ceux qui travaillent à son journal, dont Charlotte Corday, sa secrétaire particulière, sa femme à tout faire. Lui, ce serait plutôt une caricature de Marchais.

Là-dessus vient se greffer le calife de Bagdad, en visite à Paris, venu découvrir la dernière invention à tuer rapidement, la guillotine, et qui se trouvera mêlé aux événements malgré lui.

Le peuple parisien est là aussi. Il ressemble un peu aux moutons de Marie-Antoinette, suivant bêtement Marat, son guide, qui se sert de lui pour arriver au sommet du pouvoir, proclamant du haut de la tribune du Parlement — qui ressemble comme deux gouttes d'eau au Parlement actuel — « Le pouvoir est au peuple, et le peuple, c'est moi ». Et le peuple applaudit à tout rompre.

Jean Yanne a cette fois-ci le mépris plus fertile que l'humour. Il y a bien quelques moments savoureux dans le film : Louis XVI expliquant à son premier ministre qu'il ne peut pas donner du travail au peuple, puisqu'il n'y en a pas. Que le peuple fasse comme lui, qu'il bricole ! Ou la visite de la foire-exposition des engins de torture. Ou encore la naissance de l'hymne national, la Marseillaise.

Mais ces quelques scènes, bien campées, ne font pas digérer le film pour autant.

Marie-Claude SOLAC

Samedi 18 mai

20 h 05. FR3. Le Disney Channel : Mickey, Dingo, Pluto, Zorro, et les autres.

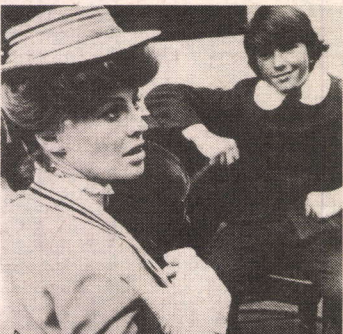


22 h 50. TF1. Droit de réponse : La peste et le choléra. Autour de Michel Polac, des journalistes, un prêtre, un médecin et une spécialiste des problèmes de la faim parlent du Nicaragua. Le titre indique toute l'ambiguïté des propos auxquels on peut s'attendre.

Dimanche 19 mai

18 h 05. TF1. Guerre et Paix. Premier épisode d'un feuilleton en 18 épisodes, d'après l'œuvre de Léon Tolstoï.

20 h 35. TF1. Le messager. Un film de Joseph Losey sur la vie et les secrets d'une jeune bourgeoise de l'époque victorienne.



22 h 35. FR3. Cinéma de minuit : Notre pain quotidien, film de King Vidor (1934). A la fin des années 20, dans l'Ouest des Etats-Unis, un chômeur et sa femme s'installent dans une ferme abandonnée où ils tentent de créer une coopérative, en réunissant autour d'eux émigrants et chômeurs.



Lundi 20 mai

20 h 35. TF1. Quand passent les cigognes, film de Mikhaïl Kalatozov (1957). Le roman d'amour d'une jeune Soviétique

Sélection télé

que à Moscou et en Sibérie, durant la dernière guerre. Un hymne à la paix.



20 h 35. A2. Le Grand Echiquier. Avec Alexis Weissenberg au piano, Jean-Pierre Rampal à la flûte, Alexandre Lagoya à la guitare et Plácido Domingo pour le chant.

20 h 35. FR3. Les tontons flingueurs. Une parodie de « série noire » de Georges Lautner (1963). Lino Ventura, Bernard Blier, Francis Blanche... autour d'un héritage.



Mardi 21 mai

20 h 05. TF1. Histoire à la Une : Yasser Arafat. Eric Rouleau interviewe le leader de l'OLP.



20 h 35. A2. La puce et le privé. Un film de Roger Kay (1980)... pour Bruno Cremer en détective privé.

20 h 35. FR3. La dernière séance : Soirée spéciale Robert Mitchum. 20 h 50 : La sorcière blanche, un hôpital de fortune au cœur de la jungle et des chercheurs d'or.



23 h 10 : Les combattants de la nuit. En 1941, des groupes de l'IRA luttent contre l'armée britannique, avec le soutien matériel des Allemands qui leur parachutent des armes.

Mercredi 22 mai

20 h 35. A2. Le deuxième couteau. Un film policier de Josée Dayan : dans les couloirs d'une certaine vie littéraire parisienne.

20 h 35. FR3. Cadence 3 : spécial Henri Salvador.

Jeudi 23 mai

16 h 30. TF1. L'apocalypse des animaux, émission de Frédéric Rossif : la vie quotidienne et les métamorphoses des goélands, baleines, dauphins, tortues de mer, méduses et hippocampes du Musée océanographique de Monaco.

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa de J.-C. Guillebaud et Jean Lacouture : La perle de la couronne, film polonais de Kazimierz Kutz (1971). Une grève dans une mine de charbon de Haute-Silésie, en 1934, en Pologne, pendant la crise économique.



20 h 45. TF1. Les misérables. Dernier épisode du feuilleton de Robert Hossein d'après l'œuvre de Victor Hugo.

22 h 05. A2. L'Histoire en question. Alain Decaux raconte : Clémenceau le Tigre. L'histoire d'un ancien journaliste sympathisant de la Commune, qui en vint à faire tirer sur des ouvriers en grève, et finalement envoya la classe ouvrière dans la grande boucherie de 1914-1918.

Vendredi 24 mai

20 h 35. FR3. La mort à domicile. D'après Agatha Christie... des chocolats à l'arsenic.

20 h 45 La Grande Suite. Une émission de Martine et Gilbert Carpentier, avec Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, Marie-Paule Belle et Véronique Sanson.

21 h 35. A2. Apostrophes. Misères et grandeurs des journalistes avec, parmi d'autres, Jacques Abouchar.

NIGERIA

La barbarie capitaliste n'a pas de frontières

Des dizaines de milliers de personnes fuyant à pied vers les frontières, des files sans fin de camions surchargés de miséreux, des camps où des milliers de pauvres sont parqués sans vivres, et la police qui tire sur qui-conque contrevient à ses ordres : voilà les scènes qu'à nouveau le Nigeria vient de connaître à la suite de la décision du gouvernement d'expulser les 700 000 étrangers qui y vivent, d'ici le 10 mai. La date est dépassée, et seuls 100 000 étrangers auraient obéi à ces décisions, dont 62 000 Ghanéens, selon Radio Accra. Les frontières terrestres du Nigeria sont désormais fermées, les autorités nigérianes ayant décidé d'expulser par mer les étrangers qu'elles traquent et entassent dans des camps proches de Lagos, sans vivres ni soins. Une révolte a éclaté dimanche 12 mai dans un camp. Et lundi 13 mai, la police a fait feu sur un convoi de 400 camions transportant des réfugiés qui avaient fui un camp, et a tué 25 personnes.

Ces « étrangers » que l'on jette hors du Nigeria,

ce ne sont évidemment pas ceux qui sont venus d'Europe ou des États-Unis avec leurs capitaux. Ce ne sont ni les propriétaires d'entreprises, d'hôtels, de banques, ni même les hauts cadres blancs de Peugeot Kano ou de ces filiales de grandes entreprises qui ont poussé au Nigeria. C'est d'une partie de ses travailleurs que le Nigeria en crise entend se débarrasser. Il n'est d'ailleurs pas le seul Etat d'Afrique à user de cette politique : le gouvernement Bongo au Gabon vient lui aussi de déclarer qu'il avait l'intention d'expulser les étrangers de son territoire. Les gouvernants d'Afrique n'ont pas l'apanage de cette basse démagogie qui consiste à prétendre alléger les problèmes économiques du pays en faisant de la démagogie à l'encontre des travailleurs et des pauvres d'autres nationalités. Et ils n'avaient qu'à regarder du côté des riches pays d'Occident pour y prendre des leçons. Seulement le Nigeria n'est pas un riche pays, et la brutalité des mesures est à la mesure de la pauvreté.

Car en Afrique, ce sont des millions de personnes qui sont en perpétuelle émigration — et pas seulement vers l'Europe mais aussi de pays à pays — pour trouver un endroit où ne pas crever de faim. Durant un temps, le Nigeria a fait figure de moins pauvre parmi les pauvres. Ses richesses en pétrole lui avaient permis un petit essor dans les années 1970. Pays le plus peuplé d'Afrique, il en offrait le plus vaste marché aux capitaux internationaux. Alors, quelques usines ont poussé, des chantiers ont été mis en marche. Jamais assez, en fait, pour donner du travail même aux seuls paysans pauvres du Nigeria qui quittaient les campagnes, la misère et les famines pour un hypothétique gagne-pain dans les villes. Mais assez pour attirer, bien au-delà des

frontières arbitraires, des centaines de milliers d'Africains, et essentiellement des Ghanéens, Togo-lais, Béninois ou Tchadiens. Il y eut au Nigeria l'ombre de l'ombre d'un espoir de survie. La crise l'a fait s'effondrer. Et plonger de la misère dans encore plus de misère, cela a voulu dire plus rien pour personne, ni pour les Nigériens, ni pour les immigrés. Alors le gouvernement nigérian a procédé à une première vague d'expulsions. Mais que peuvent les expulsions, les brutalités policières, contre l'aiguillon de la faim ? Alors, une nouvelle fois le gouvernement s'en prend à cette partie des travailleurs qui sont les étrangers qui sont sur son sol.

Pour ce prolétariat sans feu ni lieu d'Afrique, en perpétuel déplacement

pour trouver du travail, toutes les frontières vers un peu de quoi survivre se ferment, et la frontière entre le monde où l'on ne meurt pas de faim, celui d'une minorité de possédants, et le monde des affamés devient de plus en plus infranchissable, et de plus en plus oppressante aussi. Les scènes de misère du Nigeria en sont un témoignage. Et s'il y a un endroit de la planète où il est patent que ce n'est qu'en brisant les frontières de classes que les pauvres cesseront d'errer à la recherche d'un peu de quoi vivre, c'est bien l'Afrique.

Nelly MEYER

AFRIQUE DU SUD

La répression peut décourager, mais elle peut aussi faire surgir de nouveaux combattants

Le 14 mai, 20 000 manifestants noirs ont assisté à l'enterrement d'Andries Raditsela, un syndicaliste de 29 ans, membre de la direction de la Fédération des syndicats sud-africains, le principal groupement syndical noir du pays. Le même jour, ce groupement avait appelé les travailleurs noirs du Transvaal à ne pas se rendre à leur travail. Cet appel avait reçu le soutien du Front Démocratique Unifié qui regroupe six cents organisations opposées à l'Apartheid. Mais il semble que le mouvement ait été peu suivi, en tout cas bien moins que lors de la grève de 48 heures de novembre dernier.

Andries Raditsela avait été arrêté par la police sous prétexte d'une banale histoire de voiture.

Relâché deux jours plus tard, il devait mourir des sui-

tes de blessures à la tête, quelques heures après sa libération.

Car l'Afrique du Sud fait encore partie de ces pays où même les responsables syndicaux risquent leur peau lorsqu'ils tombent entre les mains de la police. Un pays où la répression est érigée en méthode de gouvernement. Et le président du Conseil, Botha, a beau prétendre, dans une interview publiée le 15 mai par *Le Figaro*, que les affrontements actuels résultent « d'un conflit entre les Noirs qui veulent coopérer, qui acceptent le processus d'évolution, et des révolutionnaires », le sort de Raditsela montre à quel point il n'y a aucune coopération possible entre la population noire et le régime.

Si la presse s'est fait largement l'écho de l'assassinat de Raditsela, s'il y a eu des

protestations venues de l'étranger, c'est sans doute parce que c'était un dirigeant syndical. Mais, justement, parce qu'il s'agit d'un dirigeant syndical, cela donne la mesure de cette répression qui fait partie de la vie et des combats quotidiens de la classe ouvrière noire, et de ce qu'elle peut signifier a fortiori pour les travailleurs noirs du rang, dès qu'ils manifestent la volonté de relever la tête et de se révolter contre l'Apartheid.

C'est d'ailleurs grâce à cette répression que le régime raciste se maintient au pouvoir depuis qu'il existe. Jusqu'à présent ces méthodes policières ont sans doute suffi à décourager les mouvements de révolte, tant que la population noire n'était pas réellement décidée à se battre. Mais elles peuvent très bien se révéler inefficaces,

face à une population qui se sent le dos au mur et qui ne voit plus d'autre issue que de combattre. Et, après les huit mois d'affrontements sanglants qui n'ont cessé de se produire dans les villes noires, sans qu'aucune intervention policière ne semble capable d'endiguer la colère des travailleurs noirs, il est bien possible qu'on en soit arrivé à ce point.

Alors le mouvement de grève lancé par les syndicats noirs n'a peut-être pas été un succès. Mais, parmi les 20 000 manifestants qui ont suivi le cercueil de Raditsela, ce sont peut-être des dizaines de nouveaux Raditsela qui surgiront demain pour venger une bonne fois tous ceux qui sont tombés sous les coups de ce régime haï !

François ROULEAU



La secte la plus dangereuse, c'est l'appareil d'Etat

Des habitants d'un quartier de Philadelphie avaient demandé à la police de les débarrasser de membres de la secte Move. Une secte d'hurluberlus, paraît-il, sans doute peu engageants, qui refusent de se laver, nourrissent les chiens errants et ont la fâcheuse manie d'infliger des conférences à coups de haut-parleurs à leurs voisins, de préférence en pleine nuit.

La police de Philadelphie ne s'est pas fait prier. D'autant qu'elle avait un vieux compte à régler avec cette secte qui avait tué un flic au cours d'une fusillade en 1978.

Une petite bombe sur le toit des indésirables qui ne voulaient pas se rendre, et tout devait être dit.

Résultat pour les habitants : le quartier incendié, 60 maisons détruites, 250 sans-abri et au moins cinq morts. Sans doute qu'un quartier ouvrier, noir de surcroît, ça ne compte pas beaucoup pour les porte-flingues !

Les membres de la secte Move étaient sans doute fous et bruyants, mais au moins ils ne se prenaient pas pour Néron.